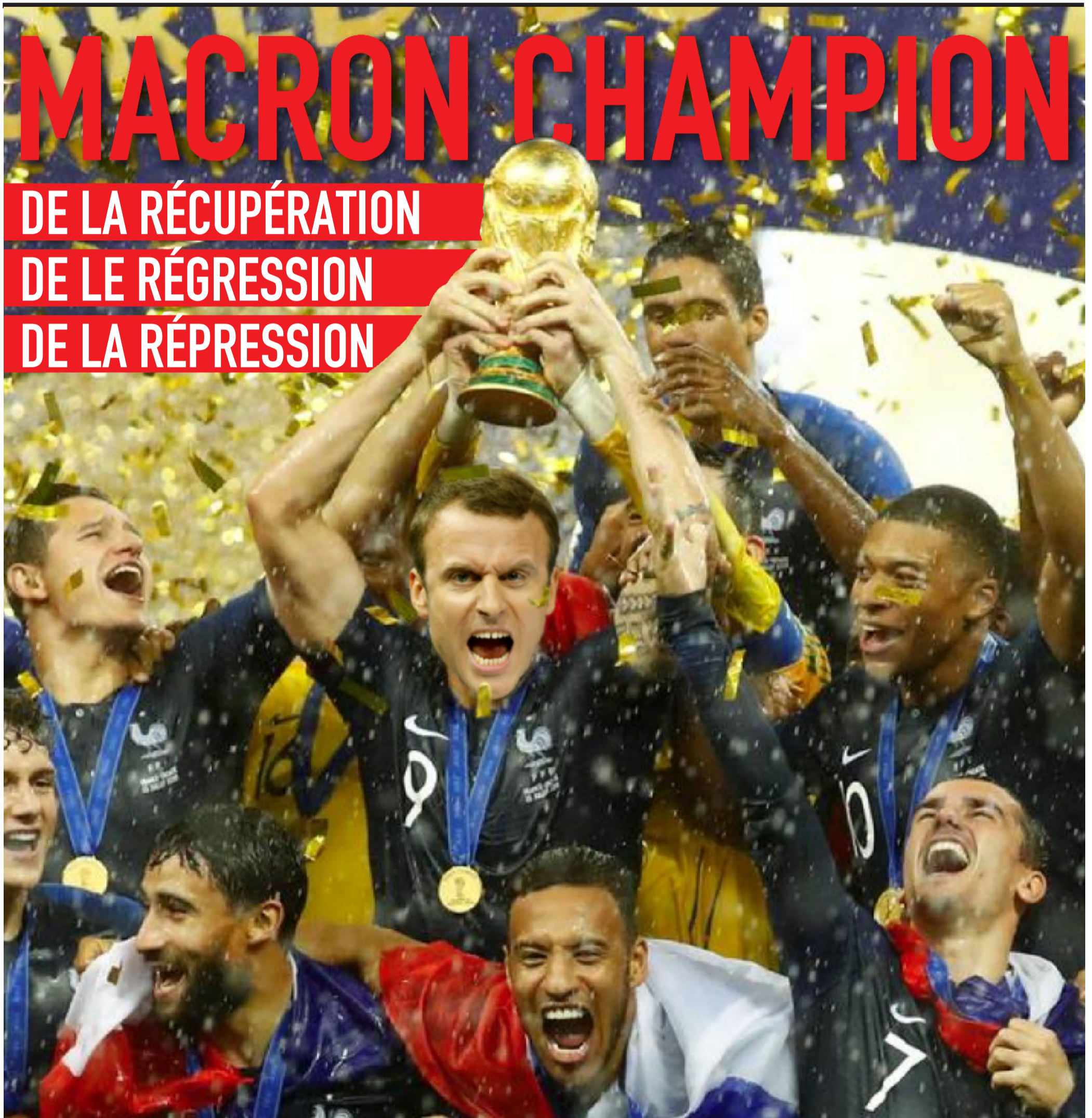


***l'Anti*capitaliste**

n°439 | 19 juillet 2018 — 1,20€

l'hebdomadaire du NPA ~ www.NPA2009.org



MACRON CHAMPION

DE LA RÉCUPÉRATION
DE LE RÉGRESSION
DE LA RÉPRESSION

Dossier

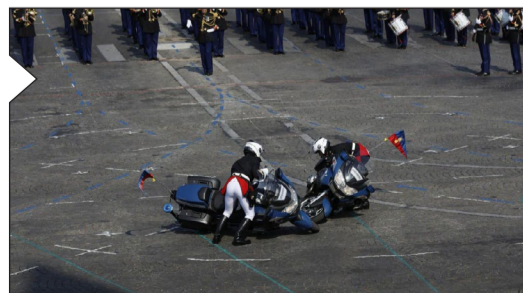
**PLAN BIODIVERSITÉ DE
HULOT: UNE ARNAQUE
DE PLUS!** **Pages 6 et 7**

ÉDITO

Je m'en fous de la France
Page 2

PREMIER PLAN

**Marche du 21 juillet:
vérité et justice pour
Adama Traoré!**
Page 2



ACTU INTERNATIONALE

**L'économie mondiale entraînée dans
une véritable guerre commerciale**
Page 5

LIBRE EXPRESSION

**Entretien avec Laurence de Cock
et Mathilde Larrère**
Page 12



Par ROBERT PELLETIER

Je m'en fous de la France

*On m'a menti.
On a profité de mon enfance
Pour me faire croire à des conneries.*

Face à la fureur d'union sacrée qui a envahi la France depuis la demi-finale de la Coupe du monde de football, est-il encore possible de reprendre ces paroles d'une chanson de Maxime Le Forestier de 1973.

Ainsi, une nouvelle fois, à travers le sport, et singulièrement le football, le pouvoir et les grands médias tentent de faire passer cette vieille idée de l'unité de tout un peuple derrière les valeurs d'effort, de don de soi, de solidarité qui seraient véhiculées par la pratique et l'idéologie sportives.

La bataille se mène sur deux fronts. Le premier consiste à faire croire que les sports de compétition sont la seule façon d'avoir une activité physique assurant une bonne santé alors qu'ils sont avant tout porteurs de l'apologie de la discipline, de la souffrance, de l'héroïsme. Sans parler de la violence dans et autour des lieux de compétition, teintée de racisme et de sexisme, du dopage et des trafics d'hommes et de femmes, des magouilles de fric et autres tricheries.

Le deuxième est front est celui de l'unité de la nation. Longue et terrible serait la litanie des méfaits de l'utilisation du sport comme élément essentiel du ciment nationaliste, parfois fasciste. Les jeux Olympiques de Berlin, de Mexico, de Moscou, la Coupe du monde de foot en Italie, en Argentine, en Russie aujourd'hui, au Qatar demain, l'utilisation du sport dans les pays dits socialistes, etc., n'en sont que les exemples les plus emblématiques, les plus terrifiants. En France, de 1998 à 2018, ce sont toujours les mêmes tentatives pour faire croire à l'existence d'un peuple uni au-delà des couleurs de peau, des appartenances de classe.

Une « belle histoire » chaque jour anéantie par une politique anti-migrantE, anti-immigréEs, anti-Roms, islamophobe. Anéantie par une régression sociale tous azimuts et une répression rarement vue contre celles et ceux qui résistent à ces politiques.

Pour nous, la fête, le toutEs ensemble ne saurait s'accorder d'idéologies trompeuses, mortifères. Un autre monde fait de satisfaction des besoins humains, de sauvegarde de l'environnement, d'égalité entre les hommes et les femmes, du respect des orientations sexuelles, de solidarité est possible, est nécessaire, est urgent. Et nous le fêtons!

BIEN DIT

« Il y en a marre des politiques qui rendent malade. Les pouvoirs publics utilisent la souffrance et la santé comme outils de dissuasion : ils pensent qu'en ne soignant pas les migrants, en les laissant malades, ils vont partir d'eux-mêmes... »

MATHIEU QUINETTE, coordinateur de Médecins du monde, à propos de la situation sanitaire dans un camp de migrantEs à Nantes, liberation.fr, 13 juillet 2018.

À la Une

Victoire de l'équipe de France en Coupe du monde : rien à foot ?

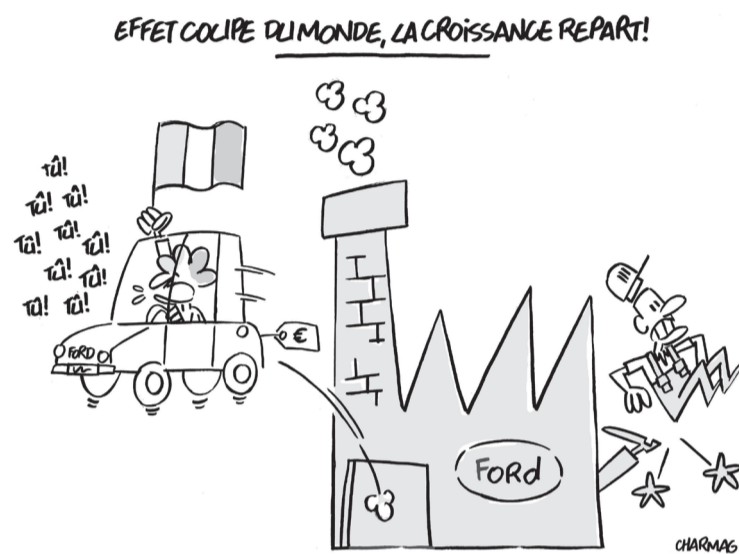
Face à l'injonction à l'unanimité et contre la rhétorique nauséabonde de « l'unité nationale », nous revendiquons le droit d'être grincheux.

« **Q**ue certains grincheux enragent parce que le peuple est heureux

laisse perplexé. La France est si belle quand elle est heureuse. Cela faisait pas mal de temps que cela n'était pas arrivé. Réjouissons-nous. Simplement. » L'éditorialiste du Parisien (17 juillet) n'y va pas par quatre chemins en intimant à ses lecteurEs de se réjouir, égratignant au passage les « grincheux » qui ne seraient pas enthousiastes devant les images des marées bleu-blanc-rouge qui ont envahi les villes de France le 15 juillet au soir après la victoire de l'équipe de France, et les Champs-Élysées le 16 juillet pour célébrer le « retour des Bleus ». Une injonction à la réjouissance, plus qu'une invitation, révélatrice d'un phénomène antérieur, qui s'est approfondi à mesure que l'équipe de France de football se rapprochait de la victoire en Coupe du monde, prenant la forme d'une mise en demeure : soyez foot, soyez bleu, soyez France.

Le droit d'être « grincheux »

Nous revendiquons pour notre part le droit d'être « grincheux ». Non parce que nous « enragerions » devant les images de foule en liesse ou parce que nous serions insensibles à la fête, aux sourires et aux cris de joie. Ni parce que nous détestions par principe le football, voire le sport en général, que nombre de militantEs anticapitalistes et révolutionnaires pratiquent, entre amiEs ou en club, tout en étant lucides sur les dérives du sport-compétition, du sport-business et du sport-spectacle. Ni même parce que nous penserions que s'enthousiasmer à l'occasion d'une



compétition sportive serait par nature une attitude réactionnaire. Nous revendiquons le droit d'être « grincheux » face aux injonctions à l'unanimité, quelles qu'elles soient et d'où qu'elles viennent, qu'il s'agisse d'être « Charlie » (version tragique) ou d'être « Bleus » (version joyeuse). Des injonctions excluantes, venues de responsables politiques, d'intellectuels ou d'éditorialistes qui s'arrogent le droit de dire ce qu'il convient de faire et de ne pas faire et, plus grave sans doute, qui s'autorisent à tracer une ligne entre les « bons » et les « mauvais » citoyenEs. Des injonctions qui, en outre, participent d'une entreprise de récupération politique aussi discrète qu'un tacle à la nuque, par laquelle ceux qui, le reste de l'année, par leurs discours et leurs politiques, divisent, excluent et stigmatisent, se posent soudain en garants d'une « communauté nationale » au sein de laquelle nous serions touTtes sur

un pied d'égalité. Des injonctions qui, enfin, caressent et renforcent les préjugés nationalistes, en faisant de « l'unité nationale » une valeur cardinale, transcendante et supérieure à toute autre forme de collectif, discours malheureusement de plus en plus répandu à gauche.

Contre « l'unité républicaine »

Ce faisant, nous ne confondons évidemment pas l'authentique enthousiasme, aux causes multiples, qui a pu gagner des centaines de milliers de personnes à l'occasion de la victoire de l'équipe de France, et les manœuvres grossières des récupérateurs en tout genre, qui se payent de mots en croyant que les classes populaires, qu'ils méprisent en réalité, leur seraient désormais acquises. Comment ne pas voir que la composition de l'équipe de France, avec ses nombreux enfants et petits-enfants d'immigréEs, peut apparaître en elle-même comme

une revanche, aux yeux de catégories de la population victimes de racisme, et notamment du racisme d'État ? Comment ne pas voir que dans une société minée par la violence et la peur de l'avenir, les occasions de faire la fête et d'oublier les soucis du quotidien sont rares, et d'autant plus investies ? Comment ne pas voir, enfin, que l'attitude d'Emmanuel Macron, subitement devenu sélectionneur-entraîneur-joueur de l'équipe de France de football, suscite autant, sinon davantage, de railleries que d'adhésion ?

Et c'est aussi pour cela que nous revendiquons, une fois pour toutes, le droit d'être grincheux. Car nous savons, comme bien d'autres, que patrons et salariéEs, exploités et exploités, expulsés et sans-papiers... ne forment pas un « peuple » uni et sans contradictions, mais bien une société dans l'ADN de laquelle sont inscrites les inégalités et les oppressions. Car nous savons, comme bien d'autres, que l'illusion de l'« unité républicaine » chantée par des politiques de tous bords, dont la soudaine philanthropie conduit parfois à se demander quelle pelouse ils ont fumée, doit être implacablement combattue. Et car nous savons, comme bien d'autres, et l'expérience de la fumisterie du « black-blanc-beur » de 1998 l'a prouvé, qu'aucune victoire en Coupe du monde ne règlera les problèmes de racisme, qu'aucun penalty ne réparera les injustices et qu'aucun rassemblement massif sur les Champs-Élysées ne remplacera une mobilisation de masse contre les politiques antisociales du gouvernement. Une mobilisation qu'il s'agit de construire dès la rentrée, touTtes ensemble, grincheux ou pas, autour d'un objectif commun : la victoire de notre camp, sans passer par les prolongations.

Julien Salingue

BEAUMONT-SUR-OISE

Marche du 21 juillet : vérité et justice pour Adama Traoré !

Le 19 juillet 2016, Adama Traoré était tué par des gendarmes de Persan (95) durant une interpellation, le jour de son 24^e anniversaire. Cet événement, loin d'être un accident, reflète la politique coloniale que l'État applique dans les quartiers. Cette gestion du territoire revêt une double dimension : celle d'un état d'exception et celle d'un terrain d'expérimentation d'un État de plus en plus répressif.

Dans ces territoires, les habitantEs subissent un harcèlement policier sans commune mesure avec le reste de la population métropolitaine. Interpellations arbitraires, intimidations, insultes, humiliations et violences sont routinières. La mort d'Adama Traoré et de tant d'autres

ne sont que le résultat funeste de cette politique. Mais l'exception ne s'arrête pas là, l'intrusion de l'État pour policer, acculturer et réprimer les habitantEs des banlieues est permanente via ses institutions telles que la police, les services sociaux et l'école (application de la loi de 2004, incitation à la délation de

comportements dits « suspects » ou des « atteintes à la laïcité »...).

Acharnement contre la famille Traoré

La famille d'Adama Traoré se heurte à cet état d'exception via son bras armé, la police, qui tue dans ces quartiers. Elle se heurte également

à un appareil judiciaire qui, non seulement refuse de reconnaître l'homicide et la responsabilité des gendarmes et de l'État mais, pire encore, se retourne contre la famille pour protéger cet état d'exception et décrédibiliser leur combat. Le procureur de Pontoise, Yves Jannier, a d'abord affirmé qu'Adama Traoré était mort à la suite d'une « infection très grave, touchant plusieurs organes » et qu'« il n'a[vait] pas subi de violences ». Cette version, relayée et soutenue par l'État les grands médias, a été démentie par une contre-expertise réclamée par la famille. Adama a été assassiné par asphyxie, après avoir subi un plaquage ventral, écrasé par trois gendarmes. En représailles, sa famille subit un véritable acharnement judiciaire. Tous les frères d'Adama – Bagui, Serene, Yacouba et Yousouf – ont été poursuivis, placés en



Les grèves ouvrières du mois de juin

Le récit le plus habituel de «Mai 68» explique qu'après son apogée fin mai le mois de juin fut celui d'une inexorable décrue. Une représentation qui ne rend pas compte, en sus du nombre jamais atteint de grévistes, de l'exceptionnelle durée des grèves, plus de trois semaines en moyenne dans les usines de la métallurgie et de la chimie. Les grèves se déroulent, en juin, dans un contexte devenu très différent. L'État gaulliste a repris l'initiative politique le 30 mai 1968 par l'annonce de la dissolution de l'Assemblée et un premier tour des élections législatives fixé au 23 juin. Le PCF, la force politique qui dirige la CGT, s'engouffre dans cette issue électorale. La «trouille» qui avait saisi de larges fractions de la bourgeoisie et de l'appareil d'État laisse place à une ardeur revancharde : des provocations

du SAC (Service d'action civique, milice gaulliste) contre les grévistes jusqu'aux CRS lâchés à Renault-Flins ou à Peugeot-Montbéliard, pour tuer. Dès le 2 juin, la direction confédérale de la CGT constate que «*les discussions engagées à l'échelle nationale avec les organisations patronales ont sensiblement progressé*». C'est, dans les faits, une incitation générale à la reprise. Alors que la reprise fut effective le 4 juin à la SNCF, à la RATP, chez les postiers et à EDF, les grèves se prolongèrent dans de nombreuses usines, la branche automobile en pointe. Décrue paisible, tu parles ! La première grève avec occupation en France, le 15 mai 1968, celle de Sud Aviation près de Nantes, se termina le 14 juin ; 33 jours de grève chez Renault du 16 mai au 17 juin 1968 ; à Citroën quai de Javel, à Paris, la reprise fut votée le 23 juin ; à Usinor Dunkerque le 27 juin, après 36 jours de grève. L'enjeu de chaque grève prolongée n'était plus de gagner sur les

revendications nationales. Exit l'abrogation des ordonnances sur la sécurité sociale de 1967 ou l'échelle mobile des salaires, pourtant dans les plateformes revendicatives. Selon les rapports de force locaux, des augmentations de salaires supérieures à celles accordées à Grenelle, des réductions du temps de travail, des avancées pour l'exercice des libertés syndicales... ont effectivement été gagnés. Les usines occupées commencent à devenir plus perméables aux idées propagées depuis l'explosion de mai. Et la CGT métallurgie, dans des «enseignements» de la grève publiés en novembre 1968, dénonce les provocations et manœuvres ayant comme origine l'activité des groupes gauchistes dans les entreprises. Alors que les confédérations syndicales voulaient une reprise rapide, les intersyndicales d'entreprise ont accompagné les grèves pendant le mois de juin sous la pression de salariéEs ne cachant pas leur déception devant les premiers résultats

obtenus à l'issue ce mouvement de grève inégalé. Lors des consultations organisées en fin de grève, les appels syndicaux à la reprise suscitèrent une défiance minoritaire mais significative. Par exemple, dans les grandes usines automobiles en grève, chez Renault ou Peugeot, les refus des propositions de reprise dépassèrent souvent le quart des salariéEs votant. *La reprise du travail aux usines Wonder* condense toute la rage de ce moment. Le cri de l'ouvrière («*Je ne rentrerai pas, non je ne rentrerai pas. Je ne veux plus refoutre les pieds dans cette taule dégueulasse*») résonne encore aujourd'hui. La reprise, étalée sur plusieurs semaines, fut une reprise chaotique. Elle ouvre une décennie contradictoire de luttes où se mêlent, sans nouveau mouvement d'ensemble, manifestations d'une insubordination ouvrière, nouvelles différenciations dans les syndicats, les Lip en autogestion et les révoltes des OS. **Jean-Claude Vessillier**

Le chiffre

15 078

C'est le nombre de personnes en détresse secourues par l'ONG SOS Méditerranée pour l'année 2017, parmi lesquelles un quart de mineurEs. Soit plus de 40 par jour en moyenne, et une augmentation de 34% par rapport à 2016.



Agenda

Samedi 21 juillet, marche à l'occasion des deux ans de la mort d'Adama, Beaumont-sur-Oise. Rendez-vous à 14 h devant la gare de Persan-Beaumont.

Du 27 au 29 juillet, festival «La Belle Rouge», Saint-



Amant-Roche-Savine. Théâtre, cirque, musique, cinéma. Plus d'informations sur : <http://cie-joliemome.org/>

Du 26 au 29 août, université d'été du NPA, Pont-l'Évêque. Plus d'informations sur : www.npa2009.org

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

GRANDE-BRETAGNE La « crise du Brexit » s'approfondit

Si Theresa May espérait que la visite de Donald Trump lui donnerait un répit dans le cadre de la crise du Brexit, cela n'a pas été le cas. Bien au contraire.

La crise dans le Parti conservateur s'approfondit depuis le résultat surprise du référendum de 2017 (52% pour le Brexit et 48% contre). Depuis, les partisans d'un Brexit «dur» (Boris Johnson, David Davis et William Rees-Mogg), c'est-à-dire sans accord du tout avec l'Union européenne, se sont retrouvés en position de force. Mais un Brexit dur effraye l'industrie et la finance britanniques : près de 40% du commerce se fait vers l'UE. Un Brexit dur réintroduirait en outre une frontière physique en Irlande, ce qui créerait une crise politique de plus.

Impossible équilibre

En annonçant qu'elle respecterait la décision du référendum, Theresa May doit tenir un impossible équilibre : sortir de l'UE, mais avec des accords commerciaux pour satisfaire les besoins de l'industrie britannique.

Pour la droite des Tories, qui sont pour le Brexit dur, tout accord commercial avec l'UE implique être dans la zone douanière et être soumis à la juridiction de la Cour européenne de justice, ce qui leur est tout à fait inacceptable.

Après une réunion de crise tenue le 6 juillet, David Davis, ministre pour le Brexit, a démissionné, suivi 24 heures plus tard par Boris Johnson, ministre des Affaires étrangères. Ils accusent Theresa May de proposer un Brexit «soft», c'est-à-dire de rester d'une manière détournée dans l'UE.

Dès le 5 juillet, Trump avait jeté de l'huile sur le feu avec une interview dans le *Sun*, dans laquelle il assure qu'il n'y aura pas d'accord commercial avec le Royaume-Uni en cas de Brexit «soft», et que Boris Johnson ferait un très bon Premier ministre ! Trump encourage ainsi la droite des Tories, ainsi que l'extrême droite du

Brexit, à monter au créneau pour forcer Theresa May à abandonner un Brexit soft et poursuivre un Brexit dur. Mais tout accord de Brexit – dur ou soft – devrait être soumis à un vote du Parlement, ce que May veut éviter, et aussi à un vote populaire. Il est clair que la crise des Tories s'approfondit de jour en jour et que May pourrait perdre un vote de confiance dans le Parlement et déclencher des élections générales anticipées.

Une fracture profonde

La visite de Trump a montré la profondeur de la fracture dans le pays. Vendredi 13 juillet, 250 000 personnes ont manifesté dans les rues de Londres contre sa visite. Les manifestantEs protestaient contre sa politique raciste et nationaliste, c'est-à-dire la même politique qui anime la droite des Tories et ceux qui veulent un Brexit dur. La manifestantEs ont écouté Jeremy Corbyn, qui a déclaré vouloir un monde qui n'est pas divisé par le racisme, la misogynie et la haine. Dans la crise du Brexit, Corbyn et le Labour s'opposent à toute solution proposée par les Tories. Ils

acceptent le résultat du référendum, mais proposent un Brexit très soft, avec des garanties sur l'emploi et les conditions de travail, et s'opposent à toute dérégulation. Le Labour recule néanmoins sur la liberté de mouvement des citoyens de l'UE. La gauche du Labour s'oppose à ce recul.

Deux ans après, il est clair que le vote pour le Brexit a ouvert la porte à une droite nationaliste, xénophobe et raciste. Les attaques racistes sont en augmentation, ainsi que les reconduites à la frontière de travailleurs n'ayant pas les permis corrects. Mais le plus inquiétant est que les néonazis sont redescendus dans la rue, avec plus de 10 000 manifestants à Londres il y a un mois. Le vote pour le Brexit a aussi ouvert une crise pour la bourgeoisie puisque les Tories ne sont plus un instrument politique fiable qui représente ses intérêts. Dans ce contexte de tourmente politique, la gauche doit s'opposer vigoureusement au Brexit dur des Tories et construire un front commun contre l'austérité, l'extrême droite et le racisme.

Frédéric Leplat

garde à vue et/ou incarcérés. Qui dit état d'exception dit également justice d'exception.

Expérimentation avant généralisation

Cet état d'exception a permis à l'État d'expérimenter ses politiques répressives dans les quartiers avant de les généraliser. L'état d'urgence a permis à la police de s'introduire dans des milliers de foyers sur simple soupçon, de les perquisitionner et de procéder à de nombreuses arrestations avec, pour seul résultat, le traumatisme de familles entières et des tragiques répercussions dans leurs vies sociales et professionnelles. Il a ensuite été utilisé pour réprimer le mouvement social (perquisition chez des militantEs, fouilles, interdiction de manifester...) pour, finalement, être généralisé dans le droit commun. Les armes

et techniques d'immobilisation sont d'abord testées lors d'interventions dans les quartiers. De même que la fermeture des services publics a débuté dans ces quartiers...

Sans justice, pas de paix

Grâce à la ténacité d'Assa Traoré et de ses proches, au travers du Collectif «la Vérité pour Adama», la mort d'Adama est devenu le symbole de toutes celles et ceux qui luttent contre la gestion raciale des banlieues et pour obtenir justice pour les victimes de crimes policiers, toujours plus nombreuses.

L'ensemble des organisations politiques et syndicales, les militantEs et secteurs de lutte doivent soutenir les habitantEs des quartiers dans leur combat pour mettre fin à la dérive autoritaire de l'État. Un État qui, depuis longtemps, humilie, enferme, et tue dans les banlieues, qui aujourd'hui



humilie et persécute les militantEs du mouvement social, et qui demain réprimera l'ensemble de la population. Soyons nombreux et nombreuses le 21 juillet à Beaumont-sur-Oise, autour de la marche pour les deux

ans de la mort d'Adama Traoré qui débutera à 14 heures (départ à la sortie de la gare de Persan-Beaumont). Sans justice, pas de paix. **Elisa, Hugo, SB et Lili (membres de la commission antiraciste)**

l'Anticapitaliste l'hebdo du NPA

Rédaction :
01 48 70 42 27
redaction@npa2009.org

Diffusion :
01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org

Administration :
01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil Cedex

Numéro ISSN :
2269-3696

Commission paritaire :
0419 P 11508

Société éditrice :
Nouvelle Société de
presse, d'audiovisuel et
de communication.
SARL au capital
de 3500€ (durée 60 ans).

Tirage :
6 500 exemplaires

**Gérant et directeur
de publication :**
Ross Harrold

**Secrétaire
de rédaction :**
Julien Salingue

Maquette :
Ambre Bragard

Impression :
Rotographie, Montreuil-
sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®

MAYOTTE**Un laboratoire de l'expérimentation des politiques racistes**

Le 11 juillet, la commission des députés travaillant sur le projet de loi Asile-Immigration a décidé d'intégrer un amendement voté par le Sénat sur proposition d'un sénateur LREM de Mayotte. Cet amendement exige, pour l'attribution de la nationalité française aux enfants nés de parents étrangers sur le sol de Mayotte, que l'un des deux parents ait été en situation régulière depuis trois mois au moment de la naissance. Soit une remise en cause majeure du droit du sol.

Cette mesure, qui créerait des dizaines de milliers de sans-papiers, s'appuie sur l'état d'exception créé à Mayotte par les politiques des gouvernements français depuis des décennies, et le renforce. Sud Santé Sociaux Mayotte le rappelait en avril 2016 : « L'intégration de ce territoire n'est pas sans intérêts pour l'État français [...]. Il permet à la France de percevoir des droits de pêche sur une zone très giboyeuse et des droits de passage sur le détroit du Mozambique, route maritime très fréquentée. Mais avant tout la France s'assure d'une implantation militaire stratégique très importante. » En revanche, l'État français est loin d'avoir investi, en particulier dans les services publics...

La démagogie xénophobe comme réponse aux problèmes sociaux

En avril 2016, le Syndicat des médecins généralistes de Mayotte énonçait, dans une lettre ouverte, des chiffres sans appel : 89% de la population sous le seuil de pauvreté, 73% sans moyen de transport individuel, 26% des enfants en état de sous-nutrition, 41 médecins pour 100 000 habitantEs contre 156 en métropole (où existent pourtant de plus en plus de déserts médicaux.) Pour répondre aux besoins de scolarisation d'un département où 46% de la population est âgée de moins de 14 ans, la CGT Éducation Mayotte revendique la construction de 500 classes dans le premier degré, de 10 collèges et 4 lycées avec des internats, 1 000 postes d'enseignantEs et 100 postes de personnels de santé, service sociaux...

Au lieu de cela, les seules réponses gouvernementales aux mobilisations massives de la population (la plus récente étant les plus de six semaines de grève générale en 2018) sont la démagogie et la xénophobie, en désignant les migrantEs comoriens comme responsables de la situation. Depuis des années, les expulsions augmentent, pour atteindre 23 000 « éloignements » annuels, soit près de 10% de la population de l'île. Les moyens policiers et militaires pour empêcher les « kwassas-kwassas » (petites embarcations maritimes) de débarquer les ComorienEs à Mayotte sont également en augmentation constante. Selon un rapport sénatorial, durant la période 1995-2015, 7 000 à 10 000 personnes se seraient ainsi noyées. En 2016, d'après le Défenseur des droits, 4 285 enfants mineurs ont été placés en centres de rétention administrative bondés et indignes, au mépris de la loi qui prévoit la prise en charge et la protection des enfants mineurs isolés.

L'amendement qui renforce l'état d'exception à Mayotte est l'aboutissement des réflexions des éluEs macronistes qui ne manquent pas d'imagination déshumanisée. En mars dernier, en pleine grève générale, certainEs d'entre eux avaient envisagé, sous prétexte de répondre à la saturation de la maternité de Mamoudzou (près de 10 000 naissances par an), d'inventer un statut « d'extra-territorialité » qui priverait les enfants nés de mère étrangère de la nationalité française ! ContraintEs de reculer face à l'indignation des personnels médicaux, ils reviennent à l'attaque avec cet amendement. Une raison supplémentaire de se mobiliser contre la loi Asile-Immigration, Collomb et ce gouvernement.

Cathy Billard

ÉLECTIONS EUROPÉENNES**France insoumise : les places de la discorde**

La liste France insoumise pour les prochaines élections européennes n'en finit plus de créer des discordes en interne. Au-delà des luttes de places, le manque de démocratie est pointé du doigt par de nombreux militantes et militants, et pas des moindres.

Depuis sa création, La France insoumise a parmi ses leitmotifs celui de « faire de la politique autrement ». Et ce leitmotif était supposé être sa boussole pour la constitution de sa liste aux élections européennes de 2019 en choisissant « une méthode d'élaboration [...] totalement innovante en rupture avec les mécanismes des organisations politiques traditionnelles », comme on peut le lire sur leur site internet. C'est ainsi qu'a été mis en place un comité électoral de 32 membres, dont 18 tirés au sort parmi les Insoumis, et 14 représentantEs des différents secteurs du mouvement. Pour constituer la fameuse liste ordonnancée rendue publique début juillet, un appel à candidatures a été ouvert sur internet où 131 femmes et 506 hommes ont postulé, parmi lesquels 200 candidatures ont été retenues. Puis, en juin, une liste de 70 candidatEs non définitive et non ordonnancée a été arrêtée par le comité électoral. Enfin, une liste de 66 membres non définitive, ordonnancée, avec des candidatures femmes d'un côté et des candidatures hommes de l'autre, a été arrêtée et rendue publique le 4 juillet dernier. À y regarder de loin, ce dispositif peut



MATHIEU MD / WIKIMEDIA COMMONS

paraître attractif et démocratique mais à priori au vu de ces derniers jours, c'est un peu plus compliqué.

La liste de la discorde

En effet, depuis la publication de cette « short list », La France insoumise connaît sa première crise interne majeure. Depuis le 4 juillet, les contestations, les retraits de candidatures, les tribunes se succèdent. Les premiers à dégainer ont été les « socialistes insoumis » qui ont décidé de « suspendre » leur participation à La France insoumise suite à la mise en position non éligible de Liêm Hoang Ngoc. Puis ce fut le

tour de Sarah Soilihi, l'une des « oratrices nationales », candidate aux législatives à Marseille, de retirer sa candidature, tout comme Corinne Morel-Darleux, cadre du Parti de gauche. Toutes deux n'étaient pas en position éligible. Et plus récemment, c'est François Cocq, orateur national, qui n'est pas non plus en position éligible mais qui indique dans un long texte publié sur son blog qu'il s'agit pour sa part de désaccords stratégiques et quant à la « méthode ».

Face à ce mouvement de contestation, la direction fait la sourde oreille, défendant coûte que coûte

sa méthode de travail, et vantant sans relâche la dynamique du mouvement. Par rapport à Liêm Hoang Ngoc et Corinne Morel-Darleux, on apprend que ces derniers n'auraient pas été placés en positions éligibles car ils étaient déjà élus localement. Or il semble que cette règle du non-cumul des mandats n'aurait pas été indiquée en préalable, et surtout non respectée lors des législatives 2017.

Pas de sauveur suprême

Au-delà des états d'âmes de toutes celles et tous ceux qui se voyaient en haut de l'affiche, la critique, venue des des militantEs, concernant la démocratie interne, devient de plus en plus importante. En ce sens, l'interview de Lilian Guelfi dans *Libération* du 4 juillet est symptomatique. Membre tiré au sort du comité électoral, il y décrit des façons de faire « malsaines », « manipulatoires » et « totalement verrouillées », loin, très loin du leitmotiv initial de faire autrement de la politique. Et, contrairement à ce que voudrait indiquer la direction de la FI, Lilian Guelfi n'est pas seul, comme en témoigne par exemple un long article publié sur *Mediapart* le 13 juillet¹. Aujourd'hui de nombreux militantEs appellent les Insoumis à voter contre la liste proposée ; ils ont jusqu'au 20 juillet pour le faire.

La crise ouverte n'est pas récente. Déjà, pendant les législatives de 2017, certains militantEs étaient montés au créneau devant des candidats imposés par le haut. À y réfléchir, la situation actuelle n'est pas une surprise quand Mélenchon indiquait que « le but du mouvement de La France insoumise n'est pas d'être démocratique mais collectif » : tout est dit ou presque.

Joséphine Simplon

1 - Pauline Graulle, « Un an après la présidentielle, des "insoumis" confient leurs doutes », *Mediapart*, 13 juillet 2018.

14 JUILLET Avec les migrantEs pour déchirer le tissu du récit patriotique

Feu d'artifice pour ce week-end du 14 juillet. Tout concordait pour un récit dominant en bleu-blanc-rouge, bal des pompiers, défilé militaire et liesse populaire avec drapeaux. Une véritable communion nationale et patriotique. Mais la trame du récit s'est déchirée à quelques endroits laissant entrevoir que la partie n'est pas finie.

Dès le défilé du matin sur les Champs on a eu quelques plaisirs avec la carambole de motards et la patrouille de France qui met du rouge à la place du bleu dans le ciel militaire. Mais c'est surtout le samedi après-midi qu'un autre récit a eu lieu. À Vintimille, plus de 10 000 manifestantEs d'Italie, mais aussi de France et d'Allemagne, ont marché contre la frontière, rappelant que depuis les refus de laisser accoster sur les côtes européennes plus de 600 migrantEs sont mortEs en Méditerranée.

Contre les centres de rétention

Partis le vendredi de Bayonne, 200 marcheurs et marcheuses de sont relayés, à l'appel de l'association Bizi, pour arriver au centre de rétention de Hendaye et réclamer sa fermeture. Mêmes rassemblements et mêmes revendications devant les centres de rétention de Perpignan et Sète.

À Paris, à l'appel de la Marche des Solidarités plusieurs centaines de personnes, collectifs de sans-papiers en tête, ont marché pendant plus de 10 km, à partir du bâtiment du ministère de l'Intérieur, dans le



DR

20^e, pour aller au centre de rétention de Vincennes.

Le cortège a été accueilli, devant le musée de l'immigration, porte Dorée, par les militantEs de la section CGT avec leurs drapeaux rouges et une banderole de soutien. C'est devant ce musée qu'une jeune Ivoirienne a témoigné de la violence de ses séjours en centres de rétention, de sa résistance à l'expulsion dans un avion avec le soutien de passagerEs, de son enfermement à la prison de Fresnes. Elle a été relayée à l'arrivée au

centre de Vincennes par un parloir sauvage organisé par téléphone et retransmis sur la sono avec une dizaine de migrantEs incarcérés, à Vincennes mais aussi au Mesnil-Amélot. TouTEs ont dit la colère et la violence des centres, les refus de soin, le harcèlement policier, l'horreur de l'affichage des vols d'expulsion.

Fraternisation

En ce jour de « fête » nationale, ils et elles ont exprimé l'hypocrisie et le cynisme de « la France ». On a

aussi gueulé notre soutien à Seydou et Tidiane, incarcérés au centre de Coquelles et qui risquent l'expulsion pour avoir manifesté leur refus des frontières et demandé à passer lors la marche solidaire à Calais le 8 juillet. Nous avons appris depuis que d'autres migrantEs incarcérés à Vincennes veulent maintenant prendre contact, témoigner...

Nous étions face aux « bleus ». Ceux en uniforme qui ne voulaient pas de la fraternisation « black-blanc-beur ». Et qui ont grogné lors de l'évocation des violences policières, de l'assassinat d'Aboubakar à Nantes et de l'appel à participer à la marche pour Adama samedi prochain.

La fraternisation a eu lieu dans ce qui est devenu un défilé sauvage dans le RER, puis dans les couloirs du métro, à Nation, au son des percus jusque dans les rues du 20^e : « Pierre par pierre et mur par mur, nous détruirons les centres de rétention ! » De Vintimille à Bayonne en passant par Paris, on a démontré que le tissu du récit patriotique et sécuritaire pouvait être déchiré.

Denis Godard

TENSIONS INTER-IMPÉRIALISTES

L'économie mondiale entraînée dans une véritable guerre commerciale

Au sommet de l'OTAN, qui s'est tenu le 11 et 12 juillet à Bruxelles, la tension était palpable entre Donald Trump et les chefs d'État des autres membres de l'alliance militaire. Tout en augmentant les droits de douane, le président US veut que ses partenaires accroissent leur budget militaire.

Faisant référence au projet de gazoduc Nord Stream 2, qui doit relier la Russie à l'Allemagne via la Baltique, Trump a plus particulièrement reproché à l'Allemagne d'être « aux mains de la Russie ». Le gaz russe vient en effet concurrencer le gaz naturel liquéfié que les groupes nord-américains produisent à partir de gaz de schiste et cherchent de plus en plus à exporter. C'est là l'expression de la nouvelle politique agressive de l'impérialisme US, qui veut conserver ses positions quitte à attiser de fortes tensions politiques et commerciales.

Escalade de tensions commerciales

Le 6 juillet, l'administration nord-américaine a annoncé l'entrée en vigueur de taxes douanières de 25% sur 818 produits chinois d'exportation d'une valeur de 34 milliards de dollars, dont beaucoup à fort contenu technologique comme des voitures électriques, des composants d'avion, des robots industriels ou des disques durs d'ordinateurs. Le gouvernement chinois n'a pas hésité à riposter immédiatement par une autre taxe sur 545 produits américains représentant la même valeur. Il s'agit là de l'épisode le plus significatif d'une escalade de tensions commerciales qui avait commencé le 8 mars, avec l'annonce par Donald Trump d'une taxe de 25% sur les importations d'acier et d'une autre, de 10%, sur les importations d'aluminium. Alors que les entreprises

mexicaines, canadiennes et européennes avaient été initialement épargnées par cette taxe, l'exemption a été levée le 1^{er} juin dernier, provoquant ainsi des représailles tarifaires de l'Union européenne, mais aussi une riposte canadienne sur 200 produits étatsuniens, dont beaucoup d'entre eux spécialement sélectionnés, car fabriqués dans des régions concentrant des franges importantes de l'électorat de Donald Trump. Enfin, sortis de l'accord sur le nucléaire iranien le 8 mai, les États-Unis menacent de réintroduire d'ici au début d'août des sanctions économiques contre l'Iran. Cela représenterait une attaque frontale contre les grandes multinationales françaises (Total, Renault, PSA, Vinci, Sanofi) et allemandes (Volkswagen, Siemens, Daimler) récemment implantées sur le marché iranien.



Endiguer le développement rapide du capitalisme chinois

Cette guerre commerciale pourrait peut-être bien se généraliser, et une dégénérescence protectionniste du cycle économique actuel entraverait fortement la croissance mondiale. La hausse des taxes douanières aux États-Unis, en augmentant les coûts de production et les prix, pourrait aussi réduire à court terme les profits des entreprises dont dépendent beaucoup les cours des actions, qui pourraient à leur tour chuter rapidement et provoquer un nouveau krach financier. Du fait de ces risques, mais aussi parce que la mondialisation du capitalisme a poussé très loin la division internationale du travail¹, la promotion du « libre-échange » reste majoritaire parmi les classes dominantes des grandes

puissances. Certes, la bourgeoisie financière étatsunienne partage le diagnostic de Trump : les transferts forcés de technologie dans le cadre de partenariats industriels sino-américains permettent aux capitalistes chinois d'aller concurrencer les États-Unis sur la production d'articles d'exportation à fort contenu technologique. En revanche, pour cette fraction de la bourgeoisie, l'objectif devrait être l'ouverture des marchés chinois aux investissements, plutôt que la réduction du déficit commercial US. Soutenu par les franges les plus nationalistes et réactionnaires de la bureaucratie d'État, Trump cherche en revanche à endiguer le développement rapide du capitalisme chinois qui entraîne à long terme le déclin de la domination sans partage de l'impérialisme américain depuis la chute de l'Union soviétique. L'époque de la « mondialisation heureuse » et de l'ordre « multilatéral » créé à la fin de la Seconde Guerre mondiale est révolue. Ses institutions, comme l'OMC, ne sont d'ailleurs plus armées pour réguler les conflits commerciaux et les contradictions actuelles. Désormais, l'espace du marché mondial est un théâtre trop confiné pour que la concurrence exacerbée entre les grands monopoles se restreigne au niveau économique, et cette dernière se soldera très probablement dans la décennie à venir par un accroissement des tensions entre grandes puissances – qui par ailleurs augmentent toutes leurs dépenses militaires.

Rémi Grumel

1 – Les firmes multinationales produisent des marchandises dont les composants traversent plusieurs frontières avant d'être assemblés puis transportés jusqu'à leur lieu de consommation.

BDS Le Sénat irlandais pour le boycott des colonies israéliennes

C'est un vote à bien des égards historique. Les sénateurEs irlandais se sont majoritairement prononcés, mercredi 11 juillet, en faveur d'un boycott des produits issus des colonies israéliennes. Les importations de tels produits pourraient, si le projet de loi en cours d'examen allait jusqu'au bout, faire l'objet de poursuites.

Le vote du 11 juillet n'a pas, pour l'instant, force de loi. Comme le rappelle l'AFP, le texte « doit maintenant être examiné par un comité parlementaire, avant d'être éventuellement présenté aux députés irlandais ». Il n'en demeure pas moins que la décision des sénateurEs irlandais est un symbole fort et un formidable encouragement à la campagne internationale de boycott d'Israël.



Complicité de crime de guerre

La proposition de loi irlandaise va même au-delà de la seule interdiction de l'importation et de la vente de produits issus des colonies israéliennes. Il s'agit également, ainsi que le rappelle la Plateforme des ONG françaises pour la Palestine, de bannir « l'implication dans la fourniture de services dans les colonies, l'extraction de ressources d'un territoire occupé sans le consentement des autorités compétentes, la tentative, l'assistance et la complicité dans la commission de ces actes ». En d'autres termes, appliquer le droit international. En effet, le transfert de population sur un territoire occupé est interdit par la IV^e Convention de Genève, qui stipule (article 49), que « la puissance occupante ne pourra procéder à la déportation ou au transfert d'une partie de sa propre population civile dans le territoire occupé par elle ». Selon le statut de Rome de la Cour pénale internationale, la colonisation est à ce titre un « crime de guerre ». Contribuer, même indirectement, au maintien ou à l'extension des colonies peut donc être assimilé à une complicité de crime de guerre.

« Un pas courageux qui ouvre la voie du combat contre l'apartheid »

En novembre dernier, Amnesty international rappelait que « des dizaines de millions de dollars sont générés par l'exportation de biens produits dans les colonies chaque année au détriment de l'économie palestinienne [et que] ces profits contribuent à préserver et développer ces colonies par l'appropriation illégale des ressources palestiniennes telles que l'eau, les terres fertiles, les carrières de pierre et les minéraux ». C'est notamment sur ce point que Frances Black, sénatrice indépendante à l'origine du projet de loi, a insisté, en soulignant, dans une tribune publiée par le *Irish Times*, que « dans les territoires occupés, les gens sont expulsés de force de leurs maisons, des terres fertiles sont saisies, et les fruits et légumes qui sont ensuite produits sont vendus sur les étalages irlandais pour financer tout cela ». L'initiative, pourtant limitée aux seuls produits des colonies, et non à l'ensemble des produits israéliens, comme le revendique la campagne internationale BDS, a déclenché la colère des autorités israéliennes qui ont dénoncé, dans un communiqué du ministère des Affaires étrangères, « une initiative de boycott d'Israël populiste, dangereuse et extrémiste ». De son côté, l'ONG palestinienne pour les droits humains Al Haq a affirmé que « le peuple irlandais peut être fier que le Seanad [Sénat] irlandais ait fait aujourd'hui un pas courageux qui ouvre la voie du combat contre l'apartheid ». Un combat difficile, mais qui se poursuit et remporte des victoires : de bonnes nouvelles dont on aurait tort de se priver. Julien Salingue

HAÏTI Révoltes contre les hausses de prix

Vendredi 6 juillet, le gouvernement d'Haïti, obéissant en cela aux injonctions du FMI, décidait de ne plus subventionner certains produits, notamment les carburants. Ce qui signifiait une augmentation de 38% pour l'essence, 47% pour le gazole et 51% pour le pétrole servant aux lampes à pétrole. Alors qu'il n'y a pas d'électricité dans les quartiers pauvres!

Le gouvernement a annoncé la mesure au moment du match Belgique-Brésil, espérant sans doute que les esprits seraient surtout occupés à soutenir le Brésil, équipe très populaire à Haïti. Cela n'a pourtant pas suffi : aussitôt la décision connue, des habitantEs sont descendus par milliers dans les rues pour crier leur colère. Les manifestantEs s'en sont pris aux signes de richesse du pays, les banques, ou les hôtels de luxe. Les supermarchés ont été pris d'assaut et les manifestantEs repartaient avec des denrées de première nécessité. La ville de Port-au-Prince a été bloquée, et l'explosion a également touché des villes de province, dans le Nord, sur le plateau central, et au Sud. Partout, la population pauvre a laissé exploser sa colère. Le lendemain, samedi 7 juillet, le gouvernement publiait un décret annulant celui de la veille et du même coup les hausses de prix. Ce qui n'a pas empêché les émeutes de se poursuivre pendant encore quelques jours, jusqu'à provoquer la démission du gouvernement samedi 14 juillet.



FMI et patronat haïtien à la manœuvre

L'accord signé le 25 février dernier avec le FMI affirme sérieusement tendre à promouvoir la croissance économique et réduire la pauvreté! En contrepartie d'une « aide » financière, le FMI, comme à son habitude, exige des mesures de réduction des déficits, et donc une baisse des subventions. Avec, comme résultat

immédiat, des hausses de prix des transports, ainsi que des denrées alimentaires, acheminées des campagnes vers les villes. Haïti est considéré comme un des pays les plus pauvres de la planète. Il compte 58% de sa population vivant en dessous du seuil de la pauvreté, selon les chiffres des Nations unies. L'inflation est déjà galopante, puisqu'elle dépasse les

13%, et le chômage est massif, ce qui explique ces réactions violentes. Ce n'est pas la première fois que la population laisse éclater sa colère et exprime ses revendications : en septembre 2017, la capitale avait été bloquée par une grève des transports, suite à une augmentation, déjà, des taxes sur plusieurs produits, dont l'essence. Au printemps de cette année, en mai et juin, des milliers d'ouvrierEs du textile, travaillant en sous-traitance à bon marché pour les firmes occidentales, ont manifesté à plusieurs reprises pour revendiquer un salaire minimum de 1000 gourdes (15 euros) par jour. Alors que le salaire minimum est fixé, depuis juillet 2017, à 350 gourdes (8,50 euros), et ne permet pas de vivre décemment. « On nous paie le samedi, le lundi on recommence à s'endetter », exprimait une manifestante. Malgré des promesses répétées à chaque explosion sociale, le gouvernement n'a pas touché pas au salaire minimum, encouragé en cela par les patrons haïtiens. Un gouvernement qui avait déjà promis il y a quelques mois des avantages sociaux concernant le transport, des cartes d'assurance santé et des logements sociaux. Promesses restées sans suite. Régine Vinon

S top, on n'en peut plus! Après la loi Biodiversité de 2016, voici le plan Biodiversité de 2018. Du verbiage, de l'hypocrisie, de la poudre aux yeux. Oui, on peut enrayer le déclin de la biodiversité! Non, il n'est pas trop tard!

La nature possède d'incroyables ressources de restauration, en sachant qu'on ne reviendra jamais en arrière pour les forêts primaires détruites ou les espèces disparues à jamais. Cela passe par des vrais changements dans l'agriculture, dans la gestion des territoires, qui fassent passer d'abord l'intérêt public à la place des intérêts des lobbies industriels, agricoles et financiers, d'une petite minorité arc-boutée sur ses privilèges. La lutte contre la perte de biodiversité est identique à celle qui nous fait combattre le système capitaliste et son monde. Les humains, les animaux, les plantes et leur environnement sont liés et la survie sur Terre impose de nouveaux choix de sociétés. Dossier réalisé par la Commission nationale écologie

PLAN BIODIVERSITÉ OU PLAN DE DIVERSION?

Le plan biodiversité de Macron-Hulot est censé faire écho au rapport de l'Observatoire de la biodiversité française (juin 2018) qui parle de « déclin vertigineux » des espèces, note qu'une espèce sur trois est en danger de disparition et constate que « parmi les principales menaces, on trouve en premier lieu l'utilisation de pesticides en agriculture ». Si ce constat, partagé par toute la communauté scientifique, est vrai, il faut s'interroger sur la manière de faire pour enrayer cette crise de biodiversité, donc agir au niveau des enjeux.

Avec 6 axes stratégiques, 90 actions et 28 pages de textes, le plan est à mettre en perspective avec les 174 articles et 64 pages de la loi Biodiversité de 2016. Décidément, les services du ministère de l'Écologie adorent écrire. Deux ans après, on recommence! Ça interroge sur la pertinence de la loi de 2016. Quelles étaient ses insuffisances pour qu'on sorte aujourd'hui un « plan », sans bien sûr tirer un bilan de la loi en question? Quelle crédibilité pour un plan annoncé le 18 mai, présenté début juillet, sans préparation réelle, sans bilan de la consultation des citoyenEs, organisée « en catastrophe », sans réel travail d'évaluation des moyens nécessaires? Peu importe, cette fois ce sera un plan.

Une opération de com'?

Question bien légitime à l'analyse du plan, présenté le 4 juillet dernier lors d'un comité interministériel au Muséum national d'histoire naturelle, devant E. Philippe et N. Hulot, en grands ordonnateurs, et une quinzaine de membres de l'exécutif, dont le ministre de l'Agriculture. Une phrase du préambule suscite le doute: « La France se doit d'être exemplaire et profiter de son leadership sur le climat pour y arriver la biodiversité. » Comme nous l'avons souvent dénoncé, l'action de la France sur le climat est loin d'être exemplaire, et son seul leadership est celui du baratin présidentiel. D'abord, on constate que les associations de protection de la biodiversité n'ont pas été invitées, tout un symbole! Elles ont donc fait une conférence de presse le surlendemain et exprimé de

nombreuses réserves, comme l'écrit le journaliste du Monde, Pierre Le Hir, dans l'édition du 6 juillet: « Quitte à donner l'impression d'un catalogue de mesures dont certaines figurent déjà dans d'autres textes (comme le projet de loi Agriculture et Alimentation ou le projet de loi ELAN sur le logement et l'aménagement), nécessitent encore des concertations, ou ne sont assorties ni d'un calendrier ni d'un financement. Et France Nature Environnement (FNE) d'enfoncer le clou: "un plan à trois pattes [...] contenant 1/3 de concret, mais avec peu d'ambition, 1/3 de recyclé, 1/3 de peu engageant". » Tout est dit! Les autres associations ne sont pas plus indulgentes. Pour Yves Verilhac, directeur général de la Ligue pour la protection des oiseaux, « il y a

pas mal de recyclage de mesures déjà prises et financées ». Antidia Citores, de Surfrider, dénonce une mesure louable mais insuffisante. Alors que les autres ONG regrettent des « moyens financiers nouveaux peu lisibles et sans doute insuffisants », « trop d'études, colloques, missions, groupes de travail » et critiquent le manque de « moyens et d'indicateurs pour les mesurer ». On en revient à cette remarque de Jean-Pierre Raffin (ancien président de FNE) sur ce « travers français » consistant « à prendre des lois, ne pas les appliquer ou les appliquer mal, quitte, au vu des échecs, à produire une nouvelle loi... » C'est vrai qu'il est plus simple de donner l'illusion d'agir en votant des lois, que de remettre en cause le système qui produit les dégâts à stopper.



QUE PRÉVOIT LE PLAN BIODIVER

Ce plan est sous-titré « Reconquérir la biodiversité, une question de survie pour nos sociétés ». Le choix des mots interpelle: « Reconquérir »... comme si la biodiversité pouvait être conquise et, a fortiori, reconquise! Alors qu'il s'agit d'essayer de ralentir ou d'arrêter la perte de biodiversité, on a toujours l'idée que l'être humain doit contrôler la nature. Quant à l'expression « nos sociétés » plutôt qu'« humanité », elle minimise les impacts des destructions sur la survie de l'humanité, pas seulement de « nos sociétés »: tous les humains sont touchés.

AXE 1 Reconquérir la biodiversité dans les territoires

Il fixe comme objectif la lutte contre l'artificialisation des sols, Nicolas Hulot visant même à zéro artificialisation nette. Mais, avec des mesures déjà existantes (par exemple les instructions aux préfets contre l'étalement urbain, prévues dans la loi SRU, dont les zones commerciales et les lotissements qui ceinturent toutes nos villes démontrent la grande efficacité), très tape-à-l'œil (valorisation des villages fleuris...) ou imprécises. Le sens des mots est dévoyé: planter des arbres en ville, c'est bien, mais ce n'est pas la nature, c'est une forme d'artificialisation, tout comme l'utilisation des terres pour la culture. Pour Édouard Philippe, la désartificialisation signifie aussi « construire autrement ». Il cite les parkings qui pourraient être construits tout en luttant contre l'imperméabilisation des sols afin de « réduire considérablement l'inconvénient sur le milieu ».

De toute façon, aucune évaluation financière sérieuse n'est prévue et encore moins de financement, sauf à siphonner le budget des agences

de l'eau qui, souvent, couvrent déjà des actions de ce type et dont la récente loi de finances a réduit les moyens!

AXE 2 Construire une économie sans pollution et à faible impact sur la biodiversité

Il s'agit essentiellement de la transition dite agro-écologique. Comment peut-on parler d'écologie alors que ce plan sans la moindre ambition ne prévoit pas l'interdiction des pesticides? Qu'il prétend favoriser les prairies permanentes tout en autorisant les élevages industriels? Comme dans le reste du plan, on ne trouve ni engagements précis ni définition des ressources. L'objectif de zéro plastique rejeté en mer en 2025 ne fait que reprendre une directive européenne et plutôt qu'interdire les objets à usage unique le gouvernement préfère favoriser le gaspillage avec des objets biodégradables (lesquels le sont rarement à 100% et jamais immédiatement). Quant à la lutte contre les pollutions lumineuses, elle repose sur l'évaluation et les initiatives citoyennes! Les pollutions sonores sont carrément passées à la trappe... La politique en direction des entreprises est une litanie de vœux pieux. Comme l'importation de bois qui ne devra plus favoriser la déforestation à partir de... 2030.

AXE 3 Protéger et restaurer la nature

On nous annonce 20 nouvelles réserves naturelles dans le quinquennat, mais sans préciser lesquelles. Ce détail est important car c'est typiquement le genre de mesures qui ne peut pas s'improviser, sauf à simplement faire un effet d'annonce. Aucune ambition: on reste sur 2% d'aires protégées, sans préciser comment y arriver,

alors qu'il en faudrait 10%. Un nouveau parc national en Bourgogne Franche-Comté? Mais avec des usages (chasse, agriculture) qui dénaturent l'idée même de parc national et sans dire que le dossier est quasi finalisé, car mis en place par... François Fillon en 2009. Ah! L'art du recyclage! Rien sur le loup et le lynx menacés! Rien sur la protection des espèces à statut de conservation défavorable, dont beaucoup sont encore chassées. La mer n'est pas mieux lotie, avec une augmentation de 10000 ha des zones protégées, soit une augmentation de 5%.

Pour sauvegarder la biodiversité des sols, il faudra compter sur la « mise en place de mesures [...] via le déploiement d'un plan d'actions »: production d'un document descriptif, diffusion de documents existants, actions de normalisation, promotions et encouragements. Bref, du blabla.

AXE 4 Développer une feuille de route européenne et internationale ambitieuse pour la biodiversité

Quand on s'aventure sur ce terrain (en proposant par exemple de « renforcer la lutte contre le trafic des espèces en Afrique »), le minimum serait d'être exemplaire en France! Mais rien dans le plan pour lutter contre les chasses illégales ici (braconnage dans l'estuaire de la Seine) ou les pratiques portant atteinte aux espèces protégées (chasse à la glu, pièges de type matole) tolérées sur le territoire national. Rien sur la politique outre-mer alors que la France abrite et ne protège pas assez de très nombreuses espèces en danger majeur d'extinction.

AXE 5 Connaître, éduquer, former

Le plan réussit l'exploit de ne pas citer les associations très actives

CRISE DE LA BIODIVERSITÉ CONTRE CROISSANCE CAPITALISTE

Le pouvoir reconnaît l'urgence et le ministre Hulot parle même d'une « question de survie pour nos sociétés ».

Mais nous avons affaire à un gouvernement de menteurs qui, côté pile, affirme avoir pris conscience de la gravité de la situation mais, côté face, continue d'agir en prenant des décisions qui aggravent la situation.

Le journal *Reporterre* nous livre un « Huloscope »¹ qui montre les mesures prises ou cautionnées par le ministre de la Transition écologique depuis sa prise de fonction. C'est édifiant !

« En même temps »

Au niveau agricole, le plan Biodiversité recense les effets délétères des biocides et en particulier du glyphosate et, « en même temps », le ministre de l'Agriculture refuse d'inscrire dans la loi l'interdiction du glyphosate. Le plan prétend lutter contre la déforestation tout en favorisant les élevages industriels (responsables d'une bonne partie de la déforestation en Amérique du Sud à cause de la culture de soja), comme la ferme-usine de 6500 porcs en Tarn-et-Garonne ou celle de 1000 veaux dans le Gers. Sans parler des effluents de ces élevages qui polluent cours d'eau et nappes phréatiques. Ce gouvernement prétend vouloir développer l'agriculture bio en... supprimant les aides au maintien en bio ! La baisse des aides aux petites surfaces pastorales est du même acabit.

Le gouvernement fait systématiquement appel des décisions des tribunaux administratifs remettant en cause des aménagements destructeurs pour la biodiversité ou l'environnement. Comme la centrale thermique de Gardanne dont le fonctionnement est en totale contradiction avec les objectifs du plan sur les forêts. Europacity qui va détruire des hectares de terres agricoles près de Paris. Pour reprendre la formule de Hulot, on voit comment il pourrait être évité mais pas compensé. Comment concilier l'ambition internationale de ce plan avec l'autorisation de la « bioraffinerie » de Total dans les Bouches-du-Rhône, qui va favoriser la destruction de forêts en Indonésie, qui sont l'habitat d'espèces en danger comme les orangs-outangs ?

Les capitalistes, une espèce protégée ?

Dans la catégorie humour noir, l'action 89 installera le « service valorisation économique de la biodiversité » en Guyane alors que le gouvernement autorise le projet de la Montagne d'or, sans doute le plus destructeur de biodiversité : une mine d'or en pleine forêt tropicale dont les infrastructures gigantesques feront des dégâts irréparables.

Comme les précédents, ce gouvernement ne remet pas en cause la place de la voiture et du transport routier ; en témoignent le projet de troisième autoroute en Eure-et-Loir, les contournements de Rouen et de Strasbourg qui satisferont les bétonneurs.

Les espèces sauvages ne sont pas mieux loties puisque la France s'oppose à la proposition de la Commission européenne d'un moratoire sur la chasse de la tourterelle des bois, une des rares espèces d'oiseaux de France

menacée mondiale. Le « plan Loup » permet le tir et met en danger la survie de l'espèce sur le territoire français.

Le gouvernement nous promet qu'il sera tenu compte de la biodiversité dans les traités commerciaux, tout en acceptant le CETA avec le Canada.

Mais il y a une « espèce » que ce gouvernement veut à tout prix protéger : ce sont les capitalistes dont la sauvegarde sera assurée par la loi sur le secret des affaires. Ils pourront maintenant polluer et détruire la biodiversité dans le plus grand secret. Au cas où cela ne suffirait pas, le gouvernement expérimente le droit donné aux préfets de déroger aux normes environnementales. Situation extraordinaire où l'État incite ses représentants à désobéir à la loi !

La croissance capitaliste détruit la biodiversité

Au niveau financier, le compte n'y est pas, puisque ce plan s'accompagne d'une baisse importante du budget des agences de l'eau et du ministère de la Transition écologique dans la loi de finances 2018. À la question d'un journaliste sur les financements annoncés (+ 600 millions d'euros étalés sur quatre ans), le Premier ministre a répondu de manière



dilatatoire qu'il fallait s'occuper de l'efficacité des mesures avant de parler du financement, comme si les deux n'étaient pas intimement liés ! Passons sur le recyclage des moyens récupérés sur le budget des agences de l'eau et intéressons-nous à une autre approche possible : établir avec les associations naturalistes un état des mesures d'urgences à prendre (aux échelles nationale et régionale) et en évaluer le coût. On met au défi Hulot d'avoir le courage d'un tel exercice qui permettrait à l'ensemble de la société de comprendre comment enrayer la crise de biodiversité. Mais c'est vrai qu'alors il serait amené à s'interroger sur le fait que l'essentiel des richesses est concentré dans un petit nombre de mains et sert justement... à détruire la biodiversité !

De qui se moque-t-on en nous affirmant avoir pris conscience de l'urgence d'agir face au déclin de la biodiversité ? Entre croissance capitaliste et protection des espèces, le gouvernement a choisi. Son plan est une amaque !

1 - <https://reporterre.net/Nicolas-Hulot-vu-par-le-HulotScope-un-tres-leger-mieux>

PLAN LOUP: HULOT OBTIENT UN COMPROMIS



AGIR AU NIVEAU DES ENJEUX

Une véritable politique de protection de la nature est nécessaire et pourrait s'articuler autour de mesures structurelles.

On ne peut pas protéger la biodiversité indépendamment du fonctionnement de l'économie, et en particulier de l'agriculture qui constitue le principal élément de déclin de la biodiversité. Espérer l'enrayer en protégeant des bouts d'espaces ou des espèces, même s'ils sont reliés par des corridors écologiques, est totalement illusoire. Il faut pouvoir agir sur 100% du territoire : par une agriculture 100% bio, par la mise en place d'un système de polyculture avec de petites parcelles. Il faut rendre cet objectif obligatoire, rapidement et partout, même si, bien sûr, on doit en négocier les modalités avec le monde agricole et les citoyenEs. Cela implique de remettre en cause l'agro-industrie, la grande distribution, la malbouffe. Il faut aussi favoriser la diversité des espèces cultivées et élevées, en laissant aux paysanEs le libre choix des semences qu'ils utilisent, en interdisant le brevetage du vivant.

Une vraie loi « biodiversité »

Il nous faut une loi spécifique et ambitieuse de protection de la biodiversité qui devra inclure :

- La protection de toutes les espèces à statut de conservation défavorable (par exemple, les 2/3 des espèces d'oiseaux chassés en France), une réforme de la chasse, l'obligation de démontrer l'impact d'une espèce sur l'économie ou la biodiversité avant d'envisager des mesures de régulation.
- Un recensement de tous les lieux ayant vocation à devenir des réservoirs de biodiversité et leur protection forte par déclaration d'utilité publique (DUP). Il faut atteindre rapidement 10% du territoire français en protection forte (et non 2% comme annoncé dans le plan).
- Une obligation, dans les études d'impact, de prise en compte des alternatives économiques et spatiales, en amont des projets d'aménagement, ce qui donnera corps à la notion d'évitement.
- La suppression du principe de mesures compensatoires et le renforcement réglementaire des mesures de réduction des impacts, avec la possibilité pour les pouvoirs publics de refuser tout projet si les mesures de réduction

sont considérées comme insuffisantes. Considérer que l'on peut compenser les impacts négatifs, c'est donner en fait un droit à détruire.

- Le renforcement des possibilités pour les associations agréées de protection de la nature de contester en justice si les mesures de réduction sont jugées insuffisantes.

- La mise en place d'un partenariat avec les associations nationales et régionales, avec financement de leurs projets (connaissance scientifique, éducation des citoyens, gestion des espaces protégés).

- La création d'une véritable expertise scientifique au niveau national et régional, indépendante de l'État et des lobbies.

- Un ministère avec des moyens financiers de fonctionnement et d'actions.

- L'obligation pour les régions d'investir pour la biodiversité (autour de 20 millions d'euros annuels par région).

- La mise en place d'indicateurs pour juger de l'état de la biodiversité, suite à ces politiques et la mise en place d'échéanciers précis. Faute de quoi, on en reste à des déclarations d'intention sans effets réels.

L'état de la biodiversité est révélateur de l'état de santé de la planète et des sociétés. Nous avons besoin d'un plan de modification en profondeur du système, donc de sortie du capitalisme. Sauver la biodiversité, le climat, préserver la vie sur Terre, passe par des luttes collectives et internationales, se renforce avec les solidarités entre les peuples, sera possible si nous coordonnons et réunissons toutes les luttes dont l'ennemi commun est identifié : le capitalisme. Mais il nous faudra aussi revoir nos modes de production, de consommation, de déplacement, de construction, chercher à rééquilibrer en faveur des pays du Sud, interroger notre relation à la nature... Un vrai enjeu pour un autre monde.

LOT
QUE
!

RSITÉ?

dans ce domaine et si on dit (sans préciser les moyens) vouloir aider les organismes de recherche, on « oublie » le problème de fond : la collecte des données, assurée à 90% par les bénévoles associatifs sans pratiquement aucune aide publique. Le comble de l'hypocrisie consistant à mettre en valeur les sciences dites participatives (données citoyennes non financées évidemment !) pour ne rien dire sur le financement des actions de collecte associative (sinon il faudrait poser la question de son financement...), alors que les deux approches sont indissociables. On ne dit rien sur le financement des actions dans les écoles, à l'heure où les classes transplantées meurent faute de moyens, où les enseignants n'ont plus les ressources matérielles pour sortir les enfants en nature et où plus personne ne veut financer les actions des associations dans les écoles en partenariat avec le corps enseignant.

AXE 6 Améliorer l'efficacité des politiques de biodiversité

C'est l'axe le plus « surréaliste ». On ne prévoit ni moyens financiers ni moyens réglementaires pour rendre efficaces les mesures prévues dans les axes et dans tous les textes antérieurs à ce plan, mais on écrit un axe supplémentaire pour améliorer leur efficacité. Plus cocasse, on reconnaît la nécessité d'augmenter les financements, pour en conclure que la solution est de « favoriser le mécénat » ! Messieurs et mesdames les pollueurs, destructeurs de tout bord, une tête pièce, s'il vous plaît... Cerise sur le gâteau, la 90° et dernière action vise à garantir l'absence de « perte nette de biodiversité » grâce à « l'application de la séquence éviter-réduire-compenser ». Comme si l'on pouvait créer de la biodiversité !

UBÉRISATION

LivreurEs en colère

Les livreurEs en colère de différentes plateformes (UberEat, Deliveroo, Foodora) avaient appelé à une semaine de mobilisation du 8 au 15 juillet, dernière semaine de la Coupe du monde.

La baisse des rémunérations, l'augmentation des distances, la baisse du nombre de commandes/heure (en raison d'un nombre toujours plus important de livreurs) énervent profondément, dans un secteur déjà extrêmement précaire.

Le 8 juillet, une quarantaine de livreurs s'étaient réunis place de la République à Paris, pour exprimer leur ras-le-bol et leurs revendications :

- une tarification minimale horaire garantie ;
- la prise en compte de la pénibilité de travail (prime pluie, week-end, nuit, etc.) ;
- des plages de travail et une activité garantie ;
- la fin du travail dissimulé.

À Nantes et Bordeaux des rassemblements avaient également eu lieu, regroupant une soixantaine de livreurs en tout.

Reconstruire une conscience collective

Le 15 juillet, alors que les plateformes avaient annoncé qu'elles fermaient durant la finale, empêchant, de fait, la possibilité de taper au porte-monnaie, moins de monde s'est réuni, illustrant les difficultés de mobilisations.

L'une des réussites de cette mobilisation a été de réunir derrière les mêmes revendications des travailleurEs de différentes plateformes. Le fait de se regrouper alors qu'ils et elles ne travaillent pas pour la même boîte, témoigne de la conscience que le problème posé par l'ubérisation n'a pas de réponse individuelle mais que les travailleurs ont des intérêts communs.

Une autre réussite a été que les livreurs de Londres et Turin ont rejoint l'appel à la grève, résultat d'un travail de liens internationaux mené cette année. Ces liens sont très précieux et permettront, espérons-le, de construire des grèves internationales à l'avenir.

La lutte menée n'a pas été sans impact : la visibilité médiatique a permis de dénoncer le mirage de l'ubérisation, les rassemblements organisés ont permis de reconstruire une conscience collective du travail, une conscience de classe, et des expériences d'auto-organisation.

La mobilisation n'a cependant pas réussi à être assez massive pour changer le rapport de forces avec les plateformes. La précarité économique, l'absence de droit de grève, l'atomisation des travailleurEs et l'individualisation rendent difficile une mobilisation de masse. Il ne s'agit toutefois pas d'en conclure que ces secteurs seraient inorganisable : malgré ces limites, cette semaine de mobilisation nous montre qu'il n'en est rien, et que, face à l'exploitation capitaliste, les travailleurEs seront toujours disponibles pour se battre.

Stee Ven

SYNDICALISME

Dialogue social, l'overdose

Cette rencontre avait été préparée par celle de ces « partenaires sociaux » le 11 juillet dans le cadre feutré du Conseil économique, social et environnemental (CESE), à huis clos, sans compte-rendu sur le déroulement de la réunion, avec le seul « premier » représentant des organisations, sans conseillerE, et avec le « dialogue social » comme unique objet.

Lors de cette rencontre préparatoire, les objectifs des responsables des confédérations syndicales de salariéEs paraissaient inégaux. Pour Pascal Pavageau, le nouveau secrétaire général de Force ouvrière, « la bonne nouvelle, c'est qu'on s'est vu de notre propre chef ». Pour Laurent Berger, secrétaire fraîchement reconduit de la CFDT, petit objectif aussi : « Nous sommes là et nous existons », lui qui déclarait récemment que « les syndicats sont mortels ». L'un et l'autre souhaitent peut-être marquer ainsi leur satisfaction d'être là, après des congrès confédéraux délicats, et surtout après plusieurs mois de lutte contre la liquidation du service public du transport ferroviaire, lors desquels leur stratégie a largement contribué à l'échec de la mobilisation. Pour le secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez, l'enjeu est clairement ciblé : « Quand les représentants des patronats et des syndicats se rencontrent, c'est un bon signe pour aborder les sujets qui concernent le dialogue social et les sujets interprofessionnels. »

Le gouvernement à la manœuvre

Ayant anticipé la victoire des « Bleus » en finale de la Coupe du monde de football, Macron espère sans doute profiter de l'ambiance « bleu-blanc-rouge » pour embarquer les organisations syndicales dans une nouvelle phase, approfondie, de dialogue social, dans une nouvelle version de l'union sacrée. À la sortie, Berger est satisfait, Martinez critique et Pavageau espère que la reprise du dialogue social évitera les radicalisations ! Et tous attendent

Après les parades bleu-blanc-rouge du 14 juillet et du « retour des Bleus » du lundi, Macron recevait le mardi 17 juillet cinq organisations de salariéEs (CGT, CFDT, FO, CCFE-CGC et CFTC) et trois organisations patronales (MEDEF, CPME, U2P).



DR

avec impatience de nouveaux rendez-vous en septembre...

Face à la volonté affichée – et mise en œuvre – de mise à l'écart des « corps intermédiaires », les directions des trois principales organisations syndicales sont manifestement déstabilisées. Après des années d'échecs plus ou moins graves des mobilisations, leur légitimité et leurs moyens de fonctionnement issus du rapport de forces de l'après-guerre sont mis en cause. Les effectifs de syndiquéEs et de militantEs sont à la baisse ou, au mieux, à la stagnation. Leur légitimité, tant du point de vue du patronat que des gouvernements, en est affaiblie, et conforte la tentation de passer outre à ces interlocuteurs peu représentatifs.

Si le choix des directions de se plier aux règles du dialogue social est une évidence, les militantEs, certaines équipes syndicales, ne s'inscrivent pas

systématiquement dans cette logique. Certes, les poids du chômage, les multiples facettes de la fracturation de la classe ouvrière, du salariat, les échecs des mobilisations, notamment contre les fermetures de sites et les licenciements, ne laissent pas toujours le choix. La perte de savoir-faire militant et de « repères », la répression affaiblissent les capacités de riposte, mettent en difficultés les équipes syndicales face à un PSE ici, un accord de compétitivité là, un accord d'intéressement ou des négociations sur les comités sociaux et économiques ailleurs.

La résistance doit s'organiser

Dans le même temps, dans des secteurs traditionnellement moins structurés, des mobilisations se développent, gagnent. À La Poste, dans les hôpitaux, de longues mobilisations, obtiennent des victoires importantes. Les cheminotEs ont pendant des mois, malgré une stratégie intersyndicale perdante, montré leur disponibilité pour faire reculer le pouvoir. À EDF la lutte continue en période estivale. Et les Ford résistent...

C'est bien là que se situent les responsabilités des directions confédérales. À l'opposé d'une unité dans le dialogue social, c'est un refus de tout ce qui est ou paraît accointance ou accord avec le patronat ou le gouvernement qu'elles devraient affirmer. Faire connaître, renforcer, coordonner les mobilisations est de la responsabilité des directions confédérales, fédérales, des unions départementales. Dans les mois qui viennent, les attaques contre la Sécu, les systèmes de retraites, les chômeurEs vont se multiplier. Les désaccords au niveau des directions sont parfois très importants, voire irréductibles. Dans ces conditions, ce sont les intéressés qui doivent prendre la parole, construire les revendications, prendre les décisions. L'auto-organisation n'est pas un supplément d'âme mais une des conditions pour construire l'unité dans les mobilisations, pour renverser la tendance, pour gagner. Ces questions, présentes dans les derniers congrès confédéraux de la CFDT ou de FO, feront partie des débats qui s'ouvriront dès la rentrée jusqu'au 52^e congrès de la CGT au printemps prochain.

Robert Pelletier

SANTÉ À Vierzon et dans le Cher, contre la rentabilité à l'hôpital !

Depuis septembre 2017, les salariéEs de l'hôpital de Vierzon se battent contre une stratégie de suppressions de poste et de service. Ailleurs dans le département, ce sont les urgences de Bourges qui réclament des postes supplémentaires et, chez nos voisins de l'Indre, c'est la maternité du Blanc et sa population qui refusent de voir fermer ce service.

Comme beaucoup d'autres, l'hôpital de Vierzon subit les attaques d'un système où seul le mot rentabilité semble juste, l'ARS (la délégation régionale du ministère de la Santé) n'envisage que les suppressions de poste (une trentaine) comme réponse menaçant ainsi les services de maternité et de chirurgie ou pire leur fermeture.

Multiples actions

Malgré visites et réunions de « concertation », l'ARS



DR

campant sur ses positions, l'intersyndicale (CGT, FO, Sud, puis CFDT) a décidé depuis début juin de multiplier les actions et populariser au maximum la lutte : marche blanche, chaîne humaine, barrage filtrant, accrochage de poupons aux grilles... et ça marche, la population s'empare du combat et, le 7 juillet, ce sont 3 000 personnes qui défilent, une chaîne humaine de 2 000 personnes qui entoure l'hôpital. La pression sur l'ARS ne doit pas retomber et des rendez-vous de lutte sont déjà pris fin août.

Le NPA local participe et appelle à toutes les actions en lien avec l'intersyndicale et la population, refusant les suppressions de postes et défendant un grand service de santé, gratuit, aux moyens renforcés, un service public de santé de proximité respectant les conditions de travail des salariéEs.

Correspondant

HP DU HAVRE

La lutte paie... et pourrait se propager !

Après des années de batailles syndicales, des mois de mobilisation des personnels rythmés par les « mardis de la colère », et 26 jours de grève dont 16 jours d'occupation du toit des urgences, la mobilisation des personnels du centre Pierre-Janet, soutenue par une intersyndicale CGT, Sud, CFDT a fini par payer.

Face à la politique de suppressions de postes du gouvernement, et au mépris de la direction, les « perchés » ont obtenu la création de 34 équivalents temps plein (ETP). 19,5 ETP

perennes sont affectés sur un service provisoire (1^{er} août-30 novembre) de 22 lits. 13 ETP sont créés pour constituer un pool de nuit. 2 ETP renforceront le service des urgences. L'accord, validé à

Il y avait 812 000 sur la ligne de départ de Parcoursup, mais seulement 52,8% ont fini la course et se sont inscrits dans une des formations qui les acceptaient. Si 13,7% se sont désinscrits de la plateforme, ou bien pour s'inscrire dans des formations hors Parcoursup (grandes écoles, formations privées hors de prix) ou pour abandonner l'idée de faire des études, 33,5% sont encore en attente sur la plateforme, soit 284 000 étudiantEs qui ne savent pas encore où ils et elles seront inscrits l'an prochain.

Une catastrophe annoncée

Selon *le Monde*, 160 000 d'entre elles et eux ont reçu une réponse positive d'un établissement sans que celle-ci ne les satisfasse, tandis que 110 000 n'ont toujours aucune réponse. À titre de comparaison, le 24 juillet 2017, ce sont 65 000 bacheliers qui étaient sans aucune réponse, soit presque deux fois moins qu'aujourd'hui, à une semaine près. Pire encore : 14 000 étudiantEs n'ont reçu que des « non » et sont sans solution à l'heure actuelle. Tous ces chiffres montrent la catastrophe (ô combien annoncée !) de Parcoursup, qui avait été vendu par le gouvernement comme le remède miracle contre l'échec d'APB et de ses milliers de « sans-facs ». Mais tout comme les saignées médiévales, qui affaiblissaient plus les fiévreux qu'elles ne les guérissaient, Parcoursup montre tous les jours que, plutôt que de

PARCOURSUP Interminable attente pour unE bachelierE sur trois

Bientôt deux mois que dans de nombreuses familles, la consultation quotidienne de la plateforme Parcoursup est devenue un rituel presque machinal duquel on n'attend rien. Au mieux quelques places sur une liste d'attente. Au pire, un statu quo qui pourrait durer jusqu'en septembre.



DR

résoudre les problèmes de l'orientation dans l'enseignement supérieur, elle les aggrave, laissant sur le bord de la route des dizaines de milliers de jeunes.

Procédures opaques, claires discriminations

Malgré le semblant de transparence gouvernementale sur l'algorithme de Parcoursup la procédure est

encore plus opaque qu'APB, étant donné que l'algorithme national agit sur des résultats déjà produits par les universités, qui font leur classement en amont dans la plus grande opacité. Des parlementaires, comme Pierre Ouzoulias (PCF) ont d'ailleurs dénoncé cette « petite tambouille » des universités, leur permettant de classer de n'importe quelle façon, sans rendre

de compte aux étudiantEs. Les quelques informations qui ont pu paraître ici où là montre cependant l'étendue des discriminations à l'œuvre dans Parcoursup : les lycées sont ainsi classés et pondérés en fonction de leurs résultats. Un 18/20 dans un lycée de Seine-Saint-Denis pourrait valoir un 11/20 à Henri-IV, voire moins...

Si le gouvernement se défend de toute discrimination sociale et ose encore parler de réussite, ces méthodes ne permettent qu'une chose : la transformation complète des inégalités sociales géographiques en une discrimination consciente pour l'entrée à l'université. Une seule voie semble possible : celle d'une reprise du combat contre la sélection à la rentrée, autour des « sans-facs » et de touTEs les lycéenEs de terminale qui seront maintenant avertis que jouer à la roulette Parcoursup, c'est le meilleur moyen de flinguer son avenir.

Georges Waters

Lors d'un conseil d'administration extraordinaire de SNCF mobilités le 9 juillet dernier, la constitution d'une société commune détenue à 34% par SNCF Gares et connexions et à 66% par CEE-TRUS, une entreprise privée, foncière du groupe de grande distribution Auchan, a été actée pour une durée de 46 ans à partir de fin 2018. Les travaux de rénovation, dont le coût approximatif s'élève à 600 millions d'euros, ont pour but de transformer la gare du Nord en un immense complexe commercial. Ce projet ferait passer la superficie de la gare de 36 000 m² à 100 000 m² sans pour autant que de nouvelles voies soient construites. Il s'agit d'un pas supplémentaire dans la casse du service public du rail.

« La SNCF n'est pas à vendre »

La nouvelle, relayée dans les grands médias, a été reçue comme une provocation par les cheminotEs grévistes, notamment celles et ceux de la gare du Nord, qui a été l'un des bastions de la grève

SNCF La direction veut vendre la gare du Nord au groupe Auchan

Quelques jours après la signature de la réforme ferroviaire, la direction de la SNCF a annoncé la vente de 66% de la gare du Nord au groupe Auchan.



NPA

dans la bataille du rail. Les grévistes de Paris Nord ont donc voulu marquer le coup et exprimer haut et fort qu'ils ne laisseront pas la SNCF vendre leur gare au privé.

Malgré le début des vacances, les cheminotEs se sont mobilisés, à l'appel de SUD Rail Paris Nord et avec la participation de nombreux cheminotEs de la rencontre

intergares, pour crier leur colère face à ces annonces. Ils ont été un certain nombre à manifester dans la gare le vendredi 13 juillet, ils ont déployé une banderole « La SNCF n'est pas à vendre » et ont effectué des prises de paroles en direction des usagerEs pour leur expliquer l'attaque qui se prépare. De nombreux espaces vente ou accueil ont déjà été fermés par le passé pour les remplacer par des restaurants ou des boulangeries, un processus qui va gravement s'accroître si la vente de la gare du Nord est menée à bien par la direction. Le service public, c'est tous et toutes ensemble qu'on doit le défendre : usagerEs, cheminotEs, même Macron, même combat !

Laura Varlet



DR

l'unanimité moins une voix par l'assemblée générale, a été signé le 11 juillet. Il ne prévoit qu'un poste d'aide-soignantE à titre provisoire sur quatre mois pour tenter d'assurer la sortie des patientEs

de la nouvelle unité. Le ménage ne sera assuré que par 1,6 ETP d'agent des services hospitaliers (ASH), également attribués à titre provisoire, témoignant du mégotage indigne de la direction.

« C'est ma première victoire syndicale »

Si chacun est rassuré de pouvoir passer les mois à venir en ayant résorbé les matelas « provisoires », personne n'est évidemment dupe de l'effet réel de ces moyens sur la qualité de la prise en charge des patientEs dans la durée. L'unité provisoire ne suffira pas à désengorger durablement l'hôpital qui a dû absorber ces dernières années les fermetures de Fécamp et de Lillebonne sans création de lits supplémentaires. Les personnels savent que l'installation de l'unité provisoire à l'extérieur de l'HP, alors même que celui-ci dispose d'un pavillon rénové et disponible, vise à rendre plus difficile la bataille pour la pérennisation des lits et ce au détriment de la qualité de prise en charge des patients. La « pénurie » massive de

médecins sert de point d'appui à la direction pour fermer des services comme les centres médico-psychologiques (CMP)... Mais, comme dirait un syndicaliste plus tout jeune, « c'est ma première victoire syndicale ». Ce sentiment est largement partagé, notamment parmi les jeunes soignantEs qui ont investi très nombreux cette mobilisation.

Généraliser la mobilisation

Cette victoire appelle d'autres combats sur l'HP et sur le Groupe hospitalier havrais, plus gros hôpital non universitaire de France, où la prise en charge des patientEs se fait également dans des conditions honteuses de pénurie de personnels et de moyens. Après celle du Rouvray, elle pourrait également donner confiance bien au-delà, et poser un problème politique central à un gouvernement qui continue

à essayer de dérouler sa politique de 22 000 suppressions d'emploi dans la santé, et de remise en cause de la sécurité sociale au profit d'un glissement vers le tout privé. La violence déployée à l'HP d'Amiens pour faire déloger par la police les occupantEs témoigne que Macron est prêt à tout pour tenter d'enrayer ce cycle de mobilisations. Soutenus notamment par des délégations du Rouvray et du Havre, les personnels d'Amiens ont cependant réinstallé leur campement à l'entrée de l'hôpital. Ailleurs les mobilisations se multiplient : HP de Dignes-les-Bains, maternité de Guingamp, CHU de Tours et de Toulouse... Généraliser la mobilisation constitue l'un des enjeux de la rentrée. Le soutien que recueillent les mobilisations tant dans le secteur de la santé qu'auprès de la population est porteur d'espoir.

Correspondant

URGENCES « Désastre pur et simple »

La situation dans les urgences des hôpitaux ne cesse de se dégrader depuis une vingtaine d'années. Cet été « la situation des urgences est totalement chaotique » comme l'affirme l'Association des médecins urgentistes de France (AMUF).

Quinze jours après le début des vacances, des services d'urgences sont déjà fermés par manque d'effectifs soignants, d'autres n'assurent plus leur service 24 heures sur 24, des milliers de lits sont fermés, et l'urgentiste Patrick Pelloux accuse le ministère « de planquer les chiffres ».

« Mise en danger de la vie d'autrui »

175 médecins ont écrit au Premier ministre : « On est dans le désastre pur et simple, nous vous alertons sur une mise en danger de la vie d'autrui et non-assistance à personne en danger, mise en danger de la population et mise en danger des professionnels qui doivent remplir cette tâche sans en avoir les moyens [...] Les décès médiatisés survenus récemment ne sont pas des faits isolés, ils sont les signes patents de la dégradation nationale des services hospitaliers. »

L'agence régionale de santé (ARS) d'Île-de-France reconnaît que 600 plages horaires de 24 heures manqueront d'un médecin durant les deux mois de vacances, tous établissements confondus. Le ministère fait discrètement appel à la réserve sanitaire, des professionnels de santé retraités volontaires censés intervenir seulement lors de situations sanitaires exceptionnelles (épidémies, catastrophes, attentats), mais reconnaît que « les ressources de la réserve sanitaire peuvent ne pas être en adéquation avec les besoins exprimés ».

Les réponses à la crise : affligeant !

Thomas Mesnier, médecin urgentiste et député LREM, a été chargé d'un rapport par le gouvernement afin d'apporter des propositions. Il propose d'impliquer les médecins et les autres professionnels de santé (infirmiers, kinés, pharmaciens) dans la prise en charge de soins non programmés et de mettre en place un « numéro de santé » unique, le 15. Son analyse : « L'accès aux médecins généralistes est parfois difficile, et les urgences offrent l'accès aux soins pour tous, sans avance des frais, avec la possibilité de consulter des spécialistes. » Il n'envisage pas la gratuité des soins sans avances des frais mais « plus de pédagogie à l'attention des patients pour expliquer comment bien utiliser le système de soins, et une réflexion sur une meilleure coordination en ambulatoire afin d'accueillir plus de patients ». Et il refuse de soumettre les médecins libéraux à la moindre obligation (gardes, installations...).

Agnès Buzyn, la ministre de la Santé, le conforte : « Il faut que les citoyens soient raisonnables, qu'ils aillent aux urgences pour les vraies urgences vitales, et que dès qu'ils peuvent être pris en charge par un médecin généraliste, qu'ils fassent le choix d'aller le voir plutôt que d'arriver directement aux urgences. »

Le gouvernement est dans l'incapacité d'apporter des solutions car il refuse de reconnaître que la crise des urgences est le reflet de la crise des hôpitaux (fermetures de 100 000 lits en vingt ans), et de l'ensemble du système de soins rongé par des politiques de santé qui n'ont pour logique que la rentabilité et le profit.

S. Bernard

Européennes**Première discussion avec Lutte ouvrière**

Des délégations du NPA et de Lutte ouvrière se sont rencontrées lundi 9 juillet afin d'échanger sur les élections européennes de 2019.

Il s'agissait pour le NPA de discuter de comment exprimer la colère des mobilisations contre Macron, avancer des éléments de rupture avec l'Union européenne, défendre des revendications pour les droits des migrantEs, et des éléments plus propagandistes contre le système capitaliste, pour une autre Europe des travailleurEs et des peuples. Nous avons proposé à LO de mener cette campagne ensemble si nous arrivons à un accord politique.



DR

La question de l'Union européenne

Les camarades de LO se sont dits prêts à « dénoncer l'Union européenne », ce qui change du discours habituel qui considère l'UE comme une « diversion », mais ils nous accusent néanmoins, lorsque nous exprimons la nécessité de rompre avec ses traités, de nous adapter au discours anti-européen de l'extrême droite.

De notre côté, au contraire, nous préférons que l'Union européenne « pète » sous la pression des mobilisations des peuples contre le libéralisme et contre les banques, plutôt que sous celle de l'extrême droite ou par les contradictions qui existent entre les capitalistes.

De plus, contrairement à ce que croient les camarades de LO, en France, la pression idéologique dominante n'est pas anti-européenne mais, au contraire, celle de Macron et des partis dominants qui veulent renforcer la place de l'impérialisme français en Europe et dans le monde grâce à l'UE. Pour nous, les éléments de rupture avec l'UE sont aussi une façon d'exprimer une démarche transitoire de rupture avec le capitalisme.

Agitation, propagande et programme

Les camarades de LO ont insisté sur les aspects propagandistes de la campagne à mener : « faire campagne contre le capitalisme, pour renverser le système et pour le communisme ». Sans y être opposés, nous estimons en revanche que les camarades en viennent à sous-estimer l'importance de relayer les mobilisations, contre les reculs sociaux, notamment la future réforme de la protection sociale, contre l'Europe forteresse, en solidarité avec les migrantEs, avec la nécessité de mettre en avant des revendications transitoires pour la réquisition du secteur bancaire, l'interdiction des licenciements, en défense des droits des femmes (en particulier sur la question de l'IVG), la planification écologique, etc. Le principal point d'accord avec LO porte sur la nécessité que les travailleurEs reprennent leurs affaires en main, pour une lutte d'ensemble contre le gouvernement et le patronat.

Quelle campagne commune ?

Nous avons insisté sur la difficulté, dans la situation actuelle, d'être audibles, alors que la droite et l'extrême droite sont en position de force en Europe. Nos campagnes présidentielles respectives ont montré comme il est difficile d'apparaître comme une force alternative crédible par rapport à la droite, l'extrême droite et la gauche réformiste, en particulier celle qu'incarne Mélenchon. C'est là tout l'enjeu de ces prochaines échéances électorales : y faire exister une campagne anticapitaliste et internationaliste contre Macron et l'Europe forteresse. Nous pensons que ce serait plus facile de le faire ensemble. Suite à ce premier échange, nous leur avons proposé une nouvelle rencontre en septembre et un débat à notre université d'été. Nous attendons leur réponse.

Joséphine Simplon et Antoine Larrache

Université d'été du NPA**(Presque) tout !**

PHOTO THÈQUE ROUGE/JMB

Du 26 au 29 août inclus, on trouvera (presque) tout à Port-Leucate, au bord de la mer Méditerranée. Le plein de rencontres, de lieux et de thèmes...

Plutôt qu'une laborieuse présentation d'un programme, risquons-nous à l'exercice presque traditionnel de l'inventaire à la Prévert. Ce qui ne le rendra pas exhaustif pour autant.

Ils/elles seront là !

Les heureux participantEs à la prochaine université du NPA pourront croiser au détour d'une salle, du bar ou même de la piscine et de la plage beaucoup de monde : le journaliste et fondateur de *Mediapart* Edwy Plenel ; Fabienne Lauret, auteur de l'excellent *l'Envers de Flins, une féministe révolutionnaire à l'atelier* ; le sociologue spécialiste

du système capitaliste Alain Bihr ; le journaliste indépendant Mickaël Correia, dont il est certainement d'actualité de vanter les mérites de son *Histoire populaire du football* ; le journaliste et essayiste Dominique Vidal ; la troupe de théâtre belge Croquemitaine ; les historiennes « tout-terrain » Ludvine Bantigny, Laurence de Cock et Mathilde Larrère (voir page 12) ; Angel de la Calle et son formidable roman graphique *Peintures de guerre* ; Éric Toussaint, le porte-parole du réseau international du Comité pour l'abolition des dettes illégitimes ; la blogueuse-auteur-féministe Emma ; l'historien Alessandro Stella, ancien dirigeant de l'autonomie ouvrière ; le réalisateur de cinéma Stéphane Brizé ; le militant anticapitaliste et anticolonial martiniquais Gilbert Pago ; le documentariste Quentin Ravelli ; Philippe Cyroulnik ; l'illustratrice Soskuld ; François

Coustal ; le documentariste Yannis Youlountas ; le groupe de musique électrique et cuivré 3^e Class... Et tout cela sans oublier de citer Catherine Samary, François Sabado, Michael Löwy, et bien entendu les animateurs/trices des commissions nationales du NPA, les membres de sa direction et ses porte-parole...

Planète sans visa

De Port-Leucate, nos invitéEs et intervenantEs nous emmèneront dans différents coins du monde. D'abord, pour discuter de la crise européenne et de ses conséquences, et des ruptures nécessaires pour construire une autre Europe ; revenir sur la question toujours d'actualité des souverainetés nationales sur le vieux continent ; analyser le Moyen-Orient, avec ses tensions régionales et des peuples toujours écrasés en Syrie ou au Yémen ; faire un saut en Amérique latine pour faire le bilan du Nicaragua ; « célébrer »

comme il se doit l'État d'Israël qui fête ses 70 ans sur le dos du peuple palestinien ; passer au crible et comprendre les mécanismes de la dette, cet instrument mondial de domination ; affirmer sa solidarité avec les Antilles, d'hier à aujourd'hui, et toujours sous la pression du colonialisme français ; s'enthousiasmer avec la nouvelle vague féministe qui ressurgit dans l'État espagnol ou en Argentine... Vous le voyez, on pourra rester les pieds dans l'eau (ou presque), et faire un petit bout de chemin !

Université d'été, je thème...

Pour tous les adeptes des sujets divers et d'été, cette année sera encore un régal. Jugez plutôt : des retours et bilans sur le mouvement du printemps (stratégies des luttes, mouvement dans la jeunesse, état des lieux du syndicalisme...); l'offensive macronienne sur les retraites et l'ensemble de la protection sociale ; les alternatives au péril nucléaire ; l'intersectionnalité en question ; les années 68, ici et ailleurs, fêtées comme il se doit par huit séances ; le racisme d'État et les violences policières ; la discipline historique sous toutes les coutures ; un grand cycle marxiste à l'occasion des 200 ans du Vieux Barbu ; la biodiversité en danger ; une grande plénière consacrée aux migrantEs ; la réorganisation/privatisation du système de santé ; Notre-Dame-des-Landes, des bilans certes, mais aussi des perspectives, encore ; les enjeux de l'amalgame antisionisme/antisémitisme ; la dette écologique ; les services publics et la fonction publique sous la menace ; les 80 ans de la Révolution allemande ; l'hôpital au bord de la crise de nerf ; le Rassemblement national (ex-FN) et ses contradictions ; le courant autonome enfin analysé ; et la lutte pour l'emploi et contre les licenciements dans un grand débat avec des organisations invitées...

On vous avait prévenus, ça va se bousculer à l'université d'été du NPA. Il ne reste donc plus qu'à s'inscrire... **Commission université d'été du NPA**

Plus d'informations sur npa2009.org/ue2018

Souscription**Le NPA a besoin de votre soutien financier**

Nous reproduisons la lettre rédigée par le NPA à l'attention de ses militantEs et sympathisantEs, destinée à « lancer » la prochaine souscription du parti. Pour l'année à venir, avec le combat à mener contre les attaques annoncées par Macron, mais aussi la perspective des élections européennes, le NPA ne peut en effet, une fois de plus, compter que sur le soutien de ses militantEs et sympathisantEs.

policieres, et plus largement partout où nous sommes présents. Le NPA a activement participé à la construction de ces mobilisations par le biais de ses porte-parole et de ses militantEs, que ce soit pour impulser des luttes à la base ou pour lancer des initiatives unitaires nationales.

Nul doute que l'an II du quinquennat Macron amènera son cortège de batailles politiques à mener, car le « président des riches » entend bien continuer sa transformation libérale et autoritaire de la société. Nous devons donc être en mesure de porter des perspectives politiques qui aident à amplifier la mobilisation ; des perspectives politiques dans les luttes mais aussi à l'occasion des élections



européennes pour y porter une voix anticapitaliste.

Mais, pour mener toutes ces activités et ces campagnes, le NPA a besoin de votre soutien financier. Notre parti vit principalement des cotisations de ses militantEs et des dons de ses sympathisantEs. C'est pourquoi nous sollicitons toutes

celles et tous ceux qui trouvent le NPA utile, sans en partager forcément toutes les orientations ou sans avoir la possibilité d'y militer au quotidien. Nous nous fixons un objectif très élevé : 1,5 million d'euros d'ici à avril 2019. C'est pour cette raison que nous nous tournons vers vous dès maintenant, en vous demandant un soutien financier. En vous rappelant que, si vous payez des impôts, vous pouvez déduire les deux tiers du montant de votre don de vos impôts.

DONS (CHÈQUE, ESPÈCES OU CARTE BANCAIRE) SUR

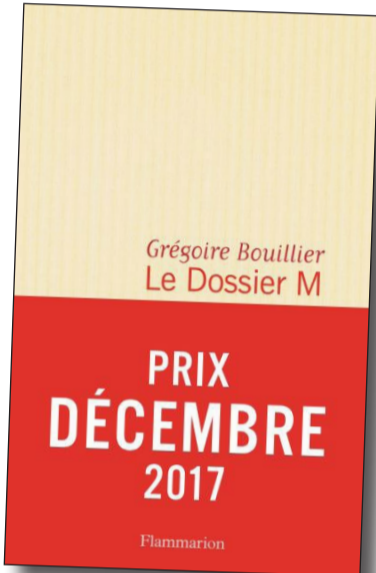
<https://souscription.npa2009.org>

Merci en tout cas et bons congés si vous pouvez en prendre cet été !

Roman

Une quatrième de couverture laconique pour un roman-fleuve : « *M comme une histoire d'amour. Mais quand on a dit ça, on n'a rien dit. Ou alors, il faut tout dire.* » Tout dire ? Mais c'est mission impossible ! Mission impossible ? Pas suffisant pour refuser ! « *Yes Sir !* » comme dirait « *Grosse Baleine* » dans *Full Metal Jacket*. À cheval, comme Zorro ! Le voilà engagé, notre romancier...

« **Je veux faire à mon idée** »
Il s'y lance, mais à ses conditions :
« *Je n'en peux plus de l'unité fictive* »



Le Dossier M, de Grégoire Bouillier

Flammarion, livre 1, 2017, 873 pages, 24,50 euros; livre 2, 2018, 869 pages, 24,50 euros.

des livres. Alors que la vie ne se déroule pas du tout de façon linéaire, de la gauche vers la droite. [...] Si l'histoire qu'on veut raconter n'a pas véritablement de début, de milieu, de fin [...], je ne veux plus me faire avoir ; je veux faire à mon idée. » Trop long ? Qu'à cela ne tienne : on s'en tiendra aux livres 1 et 2, et le lecteur trouvera 42 extensions (vidéos, photos, textes, poèmes) sur le site www.ledossierm.fr. Avec tout cela, « si cela t'intéresse, tu découvriras de quelle culture je suis le produit et comment je suis devenu qui je suis sans m'en apercevoir ni même qu'on me demande mon avis. »

« **Dire que l'amour rend aveugle est archi-faux !** »
À 44 ans, au printemps 2004, G. Bouillier – le narrateur – rencontre M, 28 ans. Des choses merveilleuses seront échangées. « *Je me rappelle que M me révéla ma pauvreté la mienne. Et ma richesse la mienne.* » « *Me rappelle qu'elle aurait pu dire n'importe quoi, cela n'aurait rien changé à ce qui circulait en filigrane des propos que nous échangeons et qui étaient devenus*

un prétexte pour prolonger l'instant, l'éterniser, nous emplir chacun de la présence moléculaire de l'autre. Me rappelle que son sourire semblait venir de bien plus loin qu'elle et s'adresser à bien plus loin que moi. » À l'automne de la même année, cette histoire sera pourtant finie. Il en prendra pour dix ans. Et un dénommé Julien, mari de Patricia, avec laquelle le narrateur a eu une liaison, s'est suicidé le 27 novembre 2005. C'est pour tenter de rendre compte de ces événements le plus scrupuleusement possible, qu'on comprenne au moins un peu, que G. Bouillier a ouvert le dossier, rassemblé des pièces innombrables, le tout organisé en parties et niveaux. Et l'humour, toujours là, inflexible, intempêtif, « short cut » : c'est affaire de morale, comme une sorte de politesse...

Littérature de combat
« *Au commencement du commencement fut Zorro à mon niveau individuel des choses dont on ne s'aperçoit de l'importance qu'après coup. [...] Sachant que j'appelle "niveau individuel des choses"*

non la maladie infantile de l'individualisme dont le marché fait, au départ comme à l'arrivée, son beurre et ses épinards, mais le mouvement par lequel un individu accède à sa propre lumière, se construit lui-même, comprend quelque chose, jusqu'à devenir ce qu'il peut être et non ce qu'il veut qu'il soit, c'est-à-dire devenir une personne, devenir singulier, non pas supérieur mais précieux et s'il l'est, tout le monde l'est. Le partage devient possible. Ce qui est le contraire de l'individualisme de masse – fabuleux oxymore qui résume à lui seul la misère la plus contemporaine qui soit. »
Et, pour achever de vous convaincre de prendre en main le Dossier M (au risque, élevé il est vrai, de vous laisser happer...) : « *Je ne dis pas que c'était mieux avant : ce n'était pas mieux avant. Certainement pas. Mais c'est pire aujourd'hui et comment est-ce possible si ce n'était pas mieux avant ? Est-ce parce que nous ne pensons plus avoir d'avenir qui ne soit sombre et effrayant, tandis que notre passé nous apparaît pourri jusqu'à l'os ?* »
Fernand Beckrich

Festival

41^e édition de Jazz in Marciac

Du 27 juillet au 15 août 2018.

« **L**e jazz toujours recommencé » annoncent les organisateurs après la réussite de la quarantième édition en 2017. Eh oui, 41 éditions, ça commence à compter alors que bien des musiciens présents cette année n'auront pas encore franchi la quarantaine ! Citons, au hasard, la trompettiste Lucienne Renaudin Véry (à peine 19 ans), l'organiste Cory Henry (31 ans), le natif de Cahors et saxophoniste Émile Parisien (35 ans) qui fut la sensation des dernières Victoires du jazz ou encore le chanteur Miles Sanko (37 ans), découvert par Grégory Porter qu'on ne présente plus, et qui sera à Marciac.

Le jazz sera roi
Les jeunes pousses seront en bonne compagnie, car on pourra entendre dès l'ouverture du festival le 27 juillet un duo de géants, Wynton Marsalis et Ibrahim Maalouf, pour une création en exclusivité. L'immense guitariste Pat Metheny, entouré de Antonio Sanchez à la batterie, de Linda May Han Oh à la contrebasse et Gwilym Simcock au piano, enflammera la nuit du 28 juillet, tandis que le trio de Brad Mehldau déploiera tout son talent le 29 juillet. Le 30 juillet, Marcus Miller, bassiste et partenaire de Miles Davis, dynamitera le grand chapiteau avec son *Laid black Tour*. En compagnie du bassiste et contrebassiste John Patitucci et du batteur Dave Weckl, Chick Corea offrira, lui, un long voyage acoustique le 4 août au soir. Entre jazz et musique électronique, Erik Truffaz Quartet se produira le 6 août, et la chanteuse Selah Sue le 9 août. Citons encore Melody Gardot, Abdullah Ibrahim,

le quatuor Debussy avec Jacky Terrasson, Stacey Kent, Lisa Simone ou Baptiste Trotignon. Du 27 juillet au 13 août, le jazz sera roi. Un petit événement se produira le 10 août quand la saxophoniste Sophie Alour invitera le pianiste Alain Jean-Marie pour interpréter en duo son magnifique et dernier album *Time for love* (voir *L'Anticapitaliste* du 10 mai 2018).

Joan Baez et Santana clôtureront le festival les 12 et 13 août. Santana a enthousiasmé les passionnés de blues du Cognac Blues Passion de début juillet et il en sera de même pour les amateurs de jazz de Marciac. Et puis, il est vrai qu'entre un bon cognac et un bon armagnac... Mais seule la musique est à consommer sans modération.
Sylvain Chardon



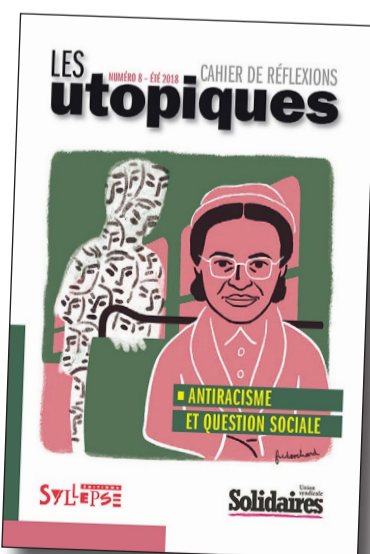
Cahier

Antiracisme et question sociale

Coordonné par Solidaire, éditions Syllepse, collection « Les Utopiques », 192 pages, 8 euros.

À l'heure où la loi raciste « Asile-Immigration » a été votée par une large majorité au Sénat et à l'Assemblée, où les migrantEs et réfugiéEs sont refoulés aux frontières de l'Europe, où le nombre des mortEs en Méditerranée atteint des records sans susciter de riposte digne de ce nom de la part du mouvement social, ce *Cahier de réflexions* conçu par l'Union syndicale Solidaires et édité par Syllepse doit être salué, diffusé et discuté.

Un excellent outil de réflexion et d'action
« *Quelle articulation peut-il y avoir entre action syndicale, question sociale et lutte contre les discriminations raciales ?* » Pour apporter des éléments de réponse à cette question essentielle, Solidaires a fait appel à des sociologues, des historiens, des journalistes, mais aussi à des syndicalistes, des militants antiracistes et antifascistes.



Il est impossible dans une simple présentation de faire une liste exhaustive des thèmes abordés dans les seize textes qui sont ici proposés. Retenons, entre autres, un article d'Éric Fassin sur le racisme d'État,

qui revient sur trois décennies d'antiracisme, un passionnant retour de Vincent Gay sur les luttes des travailleurs immigrés de l'automobile aux usines Talbot et Citroën entre 1981 et 1984, les succès et échecs des luttes des travailleurs sans papiers de 2008 à 2012, l'esclavage républicain... Omar Slaouti revient sur la question des meurtres policiers et des violences policières dans les quartiers populaires, Annick Coupé sur la laïcité...
Ce recueil de textes est un excellent outil pour mener et approfondir des débats au sein du mouvement social sur toutes les questions touchant au racisme. Il est aussi un instrument de formation sur l'histoire de l'immigration en France, ses luttes, sur les difficultés du mouvement syndical à aborder certains problèmes touchant à la religion, ou sur certaines conceptions très contestables et contestées de la « laïcité ».
À lire et faire circuler !
Alain Pojolat

Exposition

Veaux, vaches, expo et apéro ! Faujour

Vendredi 20, samedi 21 et dimanche 22 juillet 2018 à la ferme du Bos Luguët. Entrée libre.



Durant des années Faujour a dessiné chaque semaine dans les pages de ce journal (dans *Rouge* pour commencer, puis dans *Tout est à nous* et dans *L'Anticapitaliste*). Il continue à dessiner un peu partout, dans des journaux, dans des bars... Loïc Faujour est un peu le 4x4 du dessin de presse, il passe partout en faisant beaucoup de bruit et en polluant pas mal. Comme le disait avec force poésie son ami Siné : « *Faujour, c'est un pitbull du dessin de presse. On se penche pour le caresser et il vous mord les couilles.* »

Une ferme transformée en galerie d'exposition
À l'occasion d'un de ses déplacements, Faujour est allé passer quelques jours à la ferme du Bos Luguët. Les chiens ne l'ont pas mordu, le lait des vaches n'a pas tourné malgré sa présence. Alors il a décidé de revenir avec ses cartons pleins de dessins. Faujour exposera donc ses dessins, nous faisant partager son regard sur l'actualité de ces derniers mois. Il est également allé puiser dans ses archives pour nous raconter sa vision du monde rural, des paysans et des vaches. Pas loin de Limoges, à quelques kilomètres d'Eymoutiers et de Tarnac, on trouve la ferme du Bos Luguët, tenue par Maryse et Régis, des paysanEs aux convictions bien trempées qui transformeront durant 3 jours leur ferme en une galerie d'exposition éphémère. Venez donc voir des vaches et un dessinateur !
Pierre Baton
Pour venir : sortir d'Eymoutiers en direction de Nedde, puis prendre la direction du Bos Luguët et suivre la petite route pendant 4 kilomètres (www.fermedubosluguet.fr).

COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA
librairie
★ la-breche.com

27, rue Taine 75012 Paris
Tél. : 01 49 28 52 44 – Fax : 01 49 28 52 43

Horaires d'ouverture :
Lundi : 14 h – 20 h,
mardi au samedi : 12 h – 20 h

« Nous défendons une histoire politiquement située, à rebours d'une neutralité qui tient du leurre »

Entretien. « Historiennes, enseignantes et détricoteuses » : ainsi se présentent **Laurence de Cock** et **Mathilde Larrère**, qui seront nos invitées lors de notre prochaine université d'été (voir page 10). Elles y animeront – entre autres – un atelier intitulé « Histoire : la vulgarisation est un sport de combat ». Nous leur avons posé quelques questions autour de cette thématique, en attendant de les entendre développer leur propos plus longuement à Port-Leucate.

Vous dites que la vulgarisation historique est « un sport de combat ». En quoi consiste ce combat ? Contre qui se mène-t-il ?

Il y a déjà un gros travail de réhabilitation du terme : la vulgarisation, aux yeux de beaucoup, c'est « vulgaire », c'est de la simplification des savoirs à destination des ignorants, c'est donc un peu dégradant pour celui dont le privilège est de détenir (et parfois de construire) ce savoir. C'est surtout dans le domaine académique que le terme, et surtout le choix, de vulgarisation reste encore marginalisé (même si les choses bougent) ; on ne fait pas carrière sur ses capacités à vulgariser. Pire, on est souvent soupçonné de ne pas faire de travail « sérieux », ou de juste chercher la lumière des projecteurs. Or, cela relève à nos yeux de la responsabilité des chercheurs rémunérés par l'État : mettre en partage le produit de ses recherches comme un savoir public. Démocratiser en somme et ne pas en faire un capital à faire fructifier. Cela nécessite aussi de montrer combien, en réalité, vulgariser implique de bien connaître un sujet, de maîtriser à la fois l'art du récit et celui de l'analyse, qu'en d'autres termes, c'est un véritable savoir-faire.

Ajoutez à cela que la vulgarisation la plus médiatique est actuellement dans les mains de promoteurs d'un roman national nauséabond contre lequel il convient de lutter, tout à la fois en déconstruisant le roman national, en relevant ses erreurs, et en en démontant la prétendue neutralité pour en révéler les positions politiques (nationalistes, souvent monarchistes, dans tous les cas conservatrices).

Qui plus est, nous défendons toutes les deux une histoire politiquement située, à rebours d'une neutralité qui tient du leurre. Mais cela nous expose à des tactiques de délégitimation du propos qui, parce que militant, ne pourrait être scientifique. Il faut à nouveau se battre contre ces critiques et réhabiliter l'histoire engagée.



PAGE FACEBOOK LES DÉTRICOTEUSES

La vulgarisation est donc pour nous un combat pour la démarche (vulgariser), le contenu (une histoire émancipatrice, populaire) et le positionnement (militant, engagé). Vulgariser une histoire émancipatrice est alors un sport de combat que l'on mène dans une arène publique souvent violente, ce qui implique de s'exposer.

Réjouissons-nous cependant, la vulgarisation scientifique tend à gagner du terrain, et nous sommes de plus en plus nombreux et nombreuses à descendre de la tour d'ivoire des milieux académiques.

Vous faites un usage important des « nouvelles technologies », en premier lieu des réseaux sociaux. Quels sont les avantages (et les limites...) de ces supports ?

Ce sont des espaces qui produisent le pire comme le meilleur. Pour évacuer rapidement la face noire, ce sont des lieux d'une très grande violence, et comme les sujets que nous abordons sont, la plupart du temps, politiquement sensibles, il n'est pas rare que nous nous prenions une salve d'injures et de menaces, un trolling bien sexiste qui plus est. Mais cela n'assombrit pas totalement les opportunités de ces outils. C'est Mathilde qui a inauguré quelque chose avec ses threads historiques sur Twitter (série de tweets qui rapportent et analysent des événements, les trajectoires biographiques). Il nous

arrive d'en écrire à quatre mains surtout lorsqu'il y a des enjeux mémoriels sur lesquels travaille plutôt Laurence. La restriction en terme de signes sur Twitter peut être une limite, sauf à la prendre comme une gageure, une contrainte avec laquelle jouer.

De manière générale, nous utilisons Twitter de deux façons : comme des médias au sens propre, à savoir des lieux de médiation des savoirs et de mise en visibilité de questions parfois minorées dans les médias dominants, mais aussi comme un espace d'éducation populaire. De ce point de vue c'est une expérience assez inédite : nous touchons plusieurs dizaines de milliers de personnes sur Twitter, au-delà donc du lectorat des articles scientifiques et le système est ainsi fait que beaucoup de journalistes relaient (et parfois s'inspirent) de ce que nous publions. Par exemple, notre petite expérience des Détricoteuses sous la forme d'une conversation Whatsapp a vraisemblablement inspiré *le Monde* et *Libération* qui proposent à leur tour de l'information sous ce type de formats. Cela implique de réfléchir et de travailler à une écriture historique qui ne saurait être celle d'un article scientifique, mais cela permet de s'autoriser des formes d'humour qui sont aussi rafraîchissantes !

Est-il (toujours) possible d'enseigner, dans le cadre d'institutions

scolaires victimes de « réformes » dont les motivations ne sont pas seulement économiques mais aussi idéologiques, une « autre histoire », une « histoire populaire » ?

Alors là, il faut distinguer deux types d'institutions que nous représentons respectivement : l'université et l'école.

À l'école, la situation est en effet de plus en plus complexe pour plusieurs raisons, à commencer par l'accentuation du contrôle des enseignants par des programmes très contraignants doublés de recommandation pédagogiques émanant du ministère lui-même (sur l'apprentissage de la lecture et des mathématiques, par exemple) et qui, même si elles ne sont officiellement pas des obligations, produisent à la fois un sentiment de disqualification et d'infantilisation chez les collègues ainsi qu'une impression de caporalisation. Cela touche aussi les programmes d'histoire soumis aux pressions des tenants du roman national. Si les enseignants les plus aguerris et titulaires de concours de la fonction publique savent comment résister, les plus jeunes ou les plus précaires (amenés à être de plus en plus nombreux) sont très fragilisés. Dans ce contexte, la résistance au rouleau compresseur des réformes est en effet rendue très complexe. Raison pour laquelle d'ailleurs, le travail collectif que nous menons à côté (dans les syndicats, les associations, nos ouvrages et sur les réseaux sociaux) s'avère capital.

À l'université, le problème est de nature différente. Pas de programme, une réelle liberté des contenus des cours, mais des logiques d'évaluation et de carrière qui ne prennent pas – ou pas suffisamment – en compte l'enseignement, un envahissement chronophage des tâches administratives qui rogne sur le temps nécessaire à la préparation des cours, le tout dans un contexte où la réflexion sur une pédagogie adaptée à l'université reste bien trop faible.

Propos recueillis par Julien Salingue

L'image de la semaine



Vu ailleurs

MACRON, TOUT POUR LES FINANCIERS.

Bruno Le Maire, le ministre de l'Économie et des Finances, avait prévenu dès le mois d'août 2017 : il prendrait le contrepied du discours du Bourget de François Hollande en 2012. « Nous devons être les amis de la finance », avait-il martelé. En décembre, de passage à Pékin, il avait enfoncé le clou : « La France doit redevenir une grande place financière. » Et ce mercredi 11 juillet, le Premier ministre Édouard Philippe a honoré de sa présence un dîner sous les ors du Quai d'Orsay où étaient présents 250 financiers internationaux.

Il a poursuivi l'offensive de charme envers le secteur financier. Avec un seul objectif : attirer les financiers contraints à ouvrir des succursales dans l'UE dans la foulée du Brexit vers Paris plutôt que vers Francfort, Dublin ou Amsterdam. Les cadeaux au secteur financier sont déjà innombrables : la fin de l'ISF, la « flat tax » sur les revenus du capital, l'exonération de la tranche supérieure de la taxe sur les salaires (qui, pour les banques, remplace la TVA), les avantages fiscaux pour les « impatriés », l'introduction du droit anglo-saxon des produits dérivés dans le droit français, de nouveaux soutiens aux écoles internationales... Mais ce n'est pas terminé. Dans la besace du chef du gouvernement, on a ainsi trouvé l'annonce de nouvelles mesures [...] C'est un aspect souvent négligé de la politique de l'actuel gouvernement, mais qui est central dans sa stratégie économique. L'idée est simple : en l'absence de toute stratégie industrielle convaincante, l'exécutif jorgne sur la finance pour accélérer la croissance et l'emploi. [...] Cet espoir est-il justifié ? Il semble alimenté par le mirage britannique. La City est conçue comme une source de richesse dont il convient de s'emparer et qu'il faut copier. Les divers avantages et cadres mis en avant par l'exécutif ne visent qu'à cela. [...]

Le Royaume-Uni est devenu fortement dépendant de l'arrivée des capitaux étrangers, d'autant plus que ce développement de la finance s'est accompagné d'une forte désindustrialisation. [...] Cette forte dépendance aux capitaux extérieurs a conduit à des choix particuliers de politique économique. Il a fallu toujours abaisser plus les prélèvements obligatoires, notamment sur les grandes fortunes et, en conséquence, réduire les dépenses publiques et donc les services publics. [...]

Mais, de son côté, le secteur financier, centré sur une City devenue un hub international, ne réinvestissait que peu dans l'économie. Les conséquences en ont été un ralentissement fort de la croissance de la productivité, une croissance faible des salaires, une explosion de la dette privée ainsi que des inégalités sociales et territoriales croissantes.

Romaïc Godin, « Le gouvernement cède encore au mirage de la finance », *Mediapart*, 16 juillet 2018.

L'Anticapitaliste

Pour découvrir notre presse, profitez de notre promotion d'essai :

10€ = 3 MOIS D'HEBDO
ainsi qu'un numéro cadeau de notre revue mensuelle

s'abonner par chèque, cochez la formule d'abonnement retenue et envoyez-nous le formulaire accompagné de votre règlement (**chèque à l'ordre de NSPAC**) à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM		Jeunes/chômeurs/précaires	
Tarif standard			
Hebdo	<input type="checkbox"/> 6 mois 28 € <input type="checkbox"/> 1 an 56 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 20 € <input type="checkbox"/> 1 an 40 €	
Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 22 € <input type="checkbox"/> 1 an 44 €		
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/> 6 mois 50 € <input type="checkbox"/> 1 an 100 €	<input type="checkbox"/> 6 mois 38 € <input type="checkbox"/> 1 an 76 €	
Promotion d'essai	Hebdo + 1 Mensuel offert	<input type="checkbox"/> 3 mois 10 €	

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31 ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org

s'abonner par prélèvement automatique, cochez la formule de prélèvement retenue et envoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

Tarif standard		Jeunes/chômeurs/précaires	
Hebdo	Hebdo + Mensuel	Hebdo	Hebdo + Mensuel
<input type="checkbox"/> 14 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 25 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 10 € par trimestre	<input type="checkbox"/> 19 € par trimestre

Titulaire du compte à débiter
Nom : Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail :

Désignation du compte à débiter
IBAN :
BIC :

Mandat de prélèvement SEPA
En signant ce formulaire, vous autorisez NSPAC à envoyer des instructions à votre banque pour débiter votre compte, conformément aux instructions. Vous bénéficiez du droit d'être remboursé par votre banque selon les conditions décrites dans la convention que vous avez passée avec celle-ci. Une demande de remboursement doit être présentée dans les huit semaines suivant la date de débit de votre compte pour un prélèvement autorisé.
Numéro ICS : FR43ZZZ54755

Date : Signature obligatoire

www.npa2009.org